

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2158 - 11 décembre 2009 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Sommet de Copenhague

**Les mots et
les discours
ne soigneront pas
les maux
du capitalisme**



Enseignement, hôpitaux, musées, SNCF...

Les services publics laissés à la dérive

Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Chômage et crise économique
 ■ Le gouvernement ne connaît pas la crise
 ■ Le procès Bettencourt, Dallas en vrai
- p. 5 ■ Grève dans les musées
 ■ Les services publics à la diète dans le budget de l'État
 ■ Manque d'effectifs de policiers et salaires à la traîne
- p. 6 ■ Chatel veut des lycéens sans histoire
 ■ Débat sur l'identité nationale à Verdun
 ■ Visite de l'« identité nationale » en Afrique
- p. 7 ■ Martinique : les politiciens dans les starting-blocks du « pouvoir local »
 ■ Guadeloupe : des militants syndicaux du LKP menacés
- p. 11 ■ Polémique sur les minarets
 ■ Drapeaux étrangers dans les mariages
- p. 16 ■ Le congrès de la CGT
 ■ PCF et Parti de Gauche
 ■ Grippe A et vaccinations

Dans le monde

- p. 8-9 ■ Sommet de Copenhague
 ■ Bilan de Kyoto
 ■ Junk bonds : la reprise de la spéculation se confirme
 ■ Grèce, un an après les manifestations
 ■ Mayotte : manifestations contre la vie chère

Il y a 40 ans

- p. 10 ■ Italie : « l'automne chaud » de 1969

Dans les entreprises

- p. 11 ■ SODG - Michelin - Clermont-Ferrand
- p. 12 ■ Troisième semaine de grève à Ambroise Paré
 ■ CHU Toulouse
 ■ La Poste - Paris 11^e
- p. 13 ■ SNCF : le mécontentement des cheminots et la désorganisation syndicale.
 ■ SNCF à Orléans-les-Aubrais ; à Lyon
 ■ Quand PSA lorgne sur Mitsubishi
- p. 14 ■ Pôle emploi au bord de l'explosion ?
 ■ SFR et les syndicats
 ■ Les indemnités des accidentés du travail
- p. 15 ■ Les routiers ont raison de revendiquer contre les bas salaires
 ■ Travail du dimanche
 ■ LCL - Tours

Le congrès de Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière a tenu son congrès annuel les 5 et 6 décembre. Comme tous les ans, ce congrès a été consacré à faire le bilan de nos activités et de nos interventions de l'année écoulée, à décider de l'orientation de l'année à venir et bien sûr à élire notre direction.

Les discussions ont été marquées par la crise et par son aggravation que nous mesurons très directement au travers de nos activités. Les conséquences de cette crise touchent directement nos camarades et notre milieu, qui sont confrontés année après année, mois après mois, à des plans de licenciements, à des fermetures d'usines, au chômage partiel, qui ont connu une accélération brutale depuis un an.

Ce sont les classes populaires les plus touchées. Cette année, où nous avons continué à assurer une présence militante dans les quartiers populaires en allant directement discuter avec les habitants, nous avons constaté semaine après semaine l'étendue de la catastrophe. Les Restaurants du cœur mesurent l'explosion de la pauvreté au nombre d'inscrits. Eh bien, nous, nous la voyons au nombre de femmes et d'hom-

mes que nous rencontrons et qui nous parlent de leur situation. Un tel nous explique qu'il vient d'être licencié d'une boulangerie, une autre qu'elle vient de perdre son emploi dans une maison de retraite, et ainsi de suite. On se rend compte à quel point il y a des suppressions d'emplois non seulement dans les grandes entreprises dont on entend parler, mais aussi dans de toutes petites structures.

Et tout cela s'ajoute au chômage, à la misère que l'on connaissait déjà avant. C'est ce qui rend la situation catastrophique pour des millions de gens, c'est ce qui les pousse dans la détresse, dans le dénuement le plus total. Alors, pour oser parler de reprise, de retour de la croissance ou de la fin du tunnel, il faut vraiment ne s'intéresser qu'aux actionnaires, aux financiers et aux banquiers !

Nous avons fait aussi un bilan sur le plan international, de la guerre en Irak et en Afghanistan, avec la participation des

troupes françaises, et de la situation au Moyen-Orient.

Et, comme nous le faisons chaque année, nous avons consacré un temps important aux interventions des camarades étrangers, qui militent sur la même base que nous dans une dizaine de pays, aux États-Unis, en Côte d'Ivoire, en Haïti, en Turquie, en Grande-Bretagne ou en Belgique. Leurs interventions ont montré une chose : que ce soit dans les pays riches ou dans les pays les plus pauvres, la crise se traduit par un sauvetage des couches les plus riches et par une aggravation catastrophique des conditions de vie des classes populaires.

Nous avons procédé à l'élection de notre Comité Central, car notre direction collective est soumise chaque année au vote des militants. Par ailleurs, le congrès a donné quitus au Comité Central sortant de la politique de l'année qui vient de s'écouler et il a approuvé le pro-

jet d'orientation pour l'année à venir, parmi laquelle il y a la décision de présenter des listes Lutte Ouvrière aux élections régionales.

Nous serons donc présents dans ces élections régionales. Notre objectif dans cette campagne sera de défendre un programme pour les travailleurs face à la crise.

Pour mettre fin au chômage, aux bas salaires, à la précarité et à la misère, il faut combattre ceux qui détiennent le pouvoir économique. Il faut imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, sans diminution de salaire. Il faut enlever aux banquiers la direction des banques en les expropriant. Il faut imposer un contrôle de la population sur les décisions des grands actionnaires, sur leurs agissements, pour les empêcher de nuire.

Telles sont en substance les idées que nous nous efforçons de populariser dans ces élections.

Nathalie Arthaud dans les médias

Vendredi 11 décembre, à 18 heures sur Radio-Orient, elle sera l'invitée du *Club de la Presse*.

Vendredi 18 décembre, à partir de 23 heures sur France 4, elle sera l'invitée politique de *On achève bien l'info*.

Versez à notre souscription

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti, qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que

sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte**

Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIERE
 BP 233
 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de

ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
 membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
 l'hebdomadaire**
www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière
 multimédia**
 (télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
 audio**
 (version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 7 décembre

Sommet de Copenhague

Ils vont parler, ils vont parler... c'est tout ce qu'ils vont faire !



Pendant une douzaine de jours, la conférence sur le réchauffement climatique qui s'est ouverte le 7 décembre à Copenhague va être au centre de l'actualité. Pour la presse, c'est un sujet suffisamment porteur d'angoisses sur l'avenir pour permettre de vendre du papier. Pour les hommes politiques, c'est un thème qui permet de faire passer au second plan la crise économique, la montée incessante du

chômage, la progression de la misère, y compris dans les pays les plus riches de la planète.

Plus de cent chefs d'État seront présents, à un moment ou un autre. Et ils vont faire des efforts pour sauver la planète : « À l'intérieur du centre, pas de bouteille d'eau minérale : les assoiffés devront se contenter de l'eau du robinet, servie dans des verres recyclables », nous informe par exemple le journal *Libération*. Mais, à supposer qu'ils boivent vraiment de l'eau, que vont-ils décider ?

Copenhague n'est pas le premier forum du genre. Avant lui il y en a eu bien d'autres : le sommet de Rio en 1992, celui de Kyoto en 1997, celui de Johannesburg en 2002, celui de Poznan en 2008, dont ne sont sortis que des discours, ou des engagements... qui n'engagent vraiment personne.

Le problème est pourtant bien réel. Quelle que soit la part des phénomènes naturels et celle des activités humaines dans le changement climatique actuel, il a déjà des effets catastrophiques sur toute une partie de l'Afrique, et risque dans les décennies à venir de poser des problèmes majeurs, par la montée des eaux, à tous ceux qui vivent à une altitude voisine de celle du niveau actuel des mers.

Mais ce n'est pas cela qui peut émouvoir les maîtres de l'économie mondiale. Leurs spéculations financières ont précipité le monde dans une crise économique telle qu'on n'en avait pas vu depuis quatre-vingts ans. Non seulement, ils ont pris ce risque mais, après l'explosion de cette crise, alors que de par le monde

des millions de personnes ont perdu leur emploi, leur maison, sombrent dans la misère, ils continuent à spéculer comme si de rien n'était avec les milliards que leur versent généreusement les États sous prétexte de « sauver » l'économie.

Comment croire que les industriels qui polluent sans se soucier des conséquences puissent changer de comportement dans l'intérêt commun pour limiter le réchauffement climatique ? Comment croire que les États qui les laissent faire vont leur imposer des mesures que les maîtres de l'industrie et de la finance estimeraient contraires à leurs intérêts ?

Oh, ils ne vont pas être avarés de bonnes paroles... ni de demandes de subventions, qui sous le prétexte de fabriquer des voitures plus propres, qui sous celui de mettre sur le marché des carburants moins polluants, ou encore d'étudier de nouvelles sources d'énergie.

Mais quand on voit comment le Brésil, cité par Sarkozy comme un pays modèle, détruit des milliers d'hectares de forêt pour que des grandes sociétés puissent y développer des cultures destinées, non pas à nourrir sa population pauvre, mais à fabriquer des carburants d'origine végétale, on voit ce que cherchent ces gens-là : uniquement des sources de profit.

Ce n'est pas étonnant dans ce système économique qui repose sur la recherche du plus grand profit possible : la recherche du profit, non pas pour la société, mais pour une infime minorité au détriment de la grande majorité de la population.

C'est pourquoi la lutte contre les conséquences de la crise climatique, comme la lutte contre les conséquences de la crise économique, ne sera vraiment efficace que si on arrache à la petite minorité de possédants, qui exploitent le travail des travailleurs et qui pillent le monde dans leur seul intérêt, le pouvoir de faire ce qu'ils veulent, où ils veulent, quand ils veulent.

En un mot, que si on remet en cause le système capitaliste.

Arlette LAGUILLER

• Chômage

La situation s'aggrave

Plusieurs milliers de chômeurs, précaires, intermittents, sans-papiers, militants syndicaux et politiques ont défilé samedi 5 décembre à Paris pour réclamer un emploi pour tous et la revalorisation des allocations. Ils ont également dénoncé la loi d'août 2008 qui permet la radiation d'un chômeur après deux refus d'emploi « raisonnable » (car qu'est-ce qu'une proposition « raisonnable » pour nos gouvernants ?), ainsi que la multiplication des sanctions de Pôle emploi contre les chômeurs.

Cette année, la manifestation s'est déroulée sur fond de forte aggravation du chômage qui touche toutes les catégories de la population, les jeunes comme

les moins jeunes, les nouveaux demandeurs d'emploi comme ceux qui le sont depuis plus d'un an. Rien qu'en novembre 52 400 chômeurs supplémentaires ont été recensés, et depuis le début de l'année 2009 on compte, selon les statistiques qui toutes sous-estiment la réalité, entre 500 000 et 800 000 chômeurs de plus.

Alors que cette aggravation du chômage a pour effet de faire arriver un nombre croissant de chômeurs en fin de droits, le gouvernement vient d'annoncer la revalorisation de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) dont bénéficient une partie des chômeurs ayant épuisé leurs droits aux Assedic. Ils sont

actuellement 311 200 à n'avoir plus que cette ressource. Elle augmentera de 1,2 % au 1^{er} janvier prochain, passant ainsi de 14,96 à 15,14 euros par jour et de 448,80 à 454,19 euros par mois de trente jours. Une honte ! Car qui peut prétendre qu'on peut vivre avec ça ?

Chômeur, personne n'a demandé à l'être. Pourtant les ressources ne manqueraient pas pour leur assurer un revenu décent si l'on prenait sur les réserves accumulées par le patronat... précisément grâce à l'exploitation de ceux dont il se débarrasse aujourd'hui.

Roger MEYNIER

Cercle Léon Trotsky

Le prochain cercle aura pour sujet :

La décroissance : faire avancer la société... à reculons

Jeudi 10 décembre à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor-Paris 5^e

(Métro : Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros

• Crise économique

Pendant que le chômage explose, satisfaction au sommet

« Je suis contente avec 0,3 % de hausse du produit intérieur brut au troisième trimestre. On réédite le même exploit qu'au deuxième trimestre. Ça me confirme dans l'idée que notre économie a vraiment pris le tournant de la reprise. » C'est ce que déclarait encore à la mi-novembre la ministre de l'Économie, Christine Lagarde.

Ce discours est celui que tiennent, avec ici ou là des nuances de prudence, de nombreux ministres, économistes, journalistes, prétendant que pour l'essentiel la crise serait derrière nous. Et puis voilà que, le 26 novembre, le ministère de l'Économie a annoncé qu'au mois d'octobre le nombre de chômeurs avait progressé de 2 % par rapport au mois précédent, avec 52 200 personnes en plus et au total 25 % d'augmentation en un an.

Cela ferait environ 2,6 millions de chômeurs, selon le ministère et la direction de Pôle

emploi.

Mais ces chiffres sont archicontestables. D'abord parce qu'il existe officiellement cinq catégories de chômeurs, de A à E. Seule la catégorie A est annoncée, avec ses 2,6 millions de personnes. Or un chômeur n'ayant travaillé qu'une seule journée au mois d'octobre ne figure pas dans le chiffre annoncé. Si on tient compte de toutes les catégories, ce n'est plus 2 627 300 chômeurs, comme le dit le ministère, mais 4 287 400, chiffre tout aussi officiel, mais qui laisse encore de côté de nombreux radiés de

• Moins pour le public, plus pour les ministres

Le gouvernement ne connaît pas la crise

Un député apparenté Parti Socialiste avait publié jeudi 26 novembre un rapport sur les cabinets ministériels, en se basant sur des documents officiels du ministère des Finances. Il dénonçait l'augmentation entre 2008 et 2009 du nombre des collaborateurs des cabinets ministériels, souvent de hauts cadres, et de leurs rémunérations.

Ce rapport, qui montrait que le gouvernement ne regarde pas aux dépenses quand il s'agit de son fonctionnement, a déplu à Matignon, dont les services ont pu montrer que les effectifs de 2008 – des chiffres officiels pourtant – étaient sous-estimés. En effet six cabinets ministériels ont disparu à la suite du dernier remaniement ministériel (ministères du Logement et de la Ville, secrétariat d'État aux Droits de l'homme, entre autres).

Mais, même en tenant compte de ces disparitions, la comparaison reste particulièrement édifiante. Ainsi en 2009, avec six ministères ou secrétariats d'État en moins, l'effectif total augmente tout de même de 19 personnes, passant de 3 258 à 3 277 fonctionnaires. Même si la hausse est faible,

combien de services publics voient leurs effectifs augmenter, et non pas diminuer ?

De plus, en ce qui concerne les rémunérations des 240 membres des cabinets ministériels, leur montant augmente de 23,6 %, passant de 5 755 euros à 7 115 euros en moyenne. Et pour l'ensemble du personnel (les membres du cabinet mais aussi les cuisiniers, les chauffeurs, les gardes du corps, etc., qui ne sont certainement pas augmentés dans les mêmes proportions), les dépenses annuelles passent de 28 millions d'euros à plus de 37 millions, soit une hausse de 33,2 % ! Dans quelle administration connaît-on de telles hausses ?

Pendant ce temps, le gouvernement sabre dans les effectifs de la fonction publique, en ne remplaçant pas un salarié sur deux qui partent en retraite. Dans les hôpitaux il y a moins d'infirmières, dans les écoles moins de professeurs, dans les postes moins d'employés etc. Mais si, aux sommets des ministères, c'est toujours plus de monde payé encore plus, on se demande bien en quoi cela peut améliorer les services rendus à la population.

Cédric DUVAL



Pôle emploi, dont certains sont en réalité des chômeurs, les érémites, dont la plupart ne sont pas inscrits, les seniors de plus de 55 ans qui ne trouvent plus d'emploi et tous ceux des départements d'outre-mer.

On est donc aux environs de cinq millions, sans même tenir compte de ceux qui sont à mi-temps ou tiers de temps sans l'avoir souhaité, et qui sont donc des chômeurs partiels comptés nulle part. Et ce total

ne cesse de grimper.

Devant les chiffres publiés, la ministre de l'Économie a déclaré que ce résultat, après « cinq mois de hausse plus contenue, reflétait la poursuite des effets de la crise sur le marché du travail ». Ainsi on sortirait de la crise mais « les effets de la crise » se poursuivraient. Comprenez qui pourra. Et la ministre de conclure que « la tendance à la dégradation de l'emploi devrait se poursuivre

quelques trimestres ».

Les travailleurs vont donc continuer à payer pour cette crise provoquée par le fonctionnement aberrant du système capitaliste, et qui va continuer à s'approfondir en dépit de l'optimisme de commande de Lagarde. Car si cela va mieux, ce n'est que pour les capitalistes, alors que c'est de pire en pire pour les travailleurs.

André VICTOR

• Le procès Bettencourt

Dallas, en vrai !

Le 11 décembre s'ouvrira le premier procès opposant Liliane Bettencourt à sa fille, Françoise. Cette dernière accuse sa mère de dilapider la fortune familiale en ayant offert à ses amis, et en particulier à l'un d'entre eux, plus d'un milliard d'euros sur les dix, ou plus, qu'elle détient.

Madame Bettencourt mère, héritière du groupe L'Oréal et détenant un gros paquet d'actions Nestlé, a expliqué à la justice que cette générosité, dont elle ne connaissait pas exactement le montant, n'écornait que fort peu ses avoirs. Elle a ajouté depuis, par avocat interposé, que sa fille qui veut la mettre en tutelle semblait bien pressée de toucher son héritage, faisant valoir qu'elle a bien le droit d'avoir des amis. D'autant plus qu'ils sont charmants et qu'eux, au moins, lui rendent visite.

L'affaire, qui pourrait prêter à sourire, est d'importance. Le juge Courroye, spécialiste ès affaires délicates et réputé proche du pouvoir, s'en est occupé. Les avocats les plus renommés sont engagés. La presse traite, avec tous les

égards et toute la délicatesse que mérite la femme la plus riche de France, le linge sale de cette famille.

Mais le montant des sommes en cause, le parfait cynisme de la fille comme l'insouciance affichée de la mère, l'assurance chèrement rétribuée des avocats, la désinvolture du (presque) jeune artiste ami de la vieille dame, font penser à un épisode de *Dallas*, à une histoire de cinéma.

Il y a pourtant un lien matériel entre la fortune de Liliane Bettencourt et le monde réel. Il part des plantations de palmes, matière première de bien des savons, où les ouvriers sont quasiment en esclavage, jusqu'aux usines du groupe, dont l'effectif baisse alors que la productivité augmente. Il va des champs de

pétrole jusqu'aux complexes pétrochimiques dont sont issues les bases des shampoings et autres cosmétiques, ainsi que les flacons qui les contiennent. Il passe par l'appareil à vendre des cheveux souples, des peaux sans rides et de la jeunesse éternelle, des ongles laqués et des lèvres rouges, parce que « vous le valez bien ». Il traverse aussi les gouvernements, car un groupe d'une telle ampleur, L'Oréal, première marque mondiale de cosmétiques, ne peut se construire et prospérer qu'à l'ombre de l'appareil d'État. Feu M. Bettencourt n'avait pas seulement épousé une riche héritière, il a aussi été ministre quasiment sans interruption, sous de Gaulle et Pompidou. Et aujourd'hui la gestionnaire de la fortune des Bettencourt est Florence Woerth, l'épouse du ministre du Budget.

Tout ce beau monde où valsent les milliards d'euros est ainsi construit sur l'exploitation de millions d'hommes.

Paul GALOIS

• Budget de l'État

Les services publics à la diète

Le ministre du Budget Woerth a réuni jeudi 3 décembre les dirigeants des « opérateurs de l'État », comme Météo France, Pôle emploi, l'Office national des forêts, le CNRS, l'Inserm, le Commissariat à l'Énergie atomique, les musées, etc. Il les a sommés d'économiser dans les trois années à venir un milliard d'euros, soit 10 % de leur budget de fonctionnement, et de réduire leur personnel de 1,5 % par an, à l'image des autres services de l'État.

Cette réduction de crédits n'est pas une première mais un nouveau tour de vis. Elle intervient alors que les agents des musées sont en grève pour protester contre le manque de personnel et que le gouvernement lui-même reconnaît, par la voix de Sarkozy, que Pôle emploi est en sous-effectif. Les travailleurs de Météo France s'étaient déjà mobilisés en juillet et ceux de l'ONF en mars contre des plans de restructuration comprenant des centaines de suppressions de postes. Mais qu'importe, le gouvernement veut absolument faire des économies et il

les fait sans considération aucune pour la vie des travailleurs concernés, ni même pour l'utilité des services publics qu'il met à mal, de l'Éducation nationale à la Météo, de l'hôpital public aux musées.

Pour toute explication, Woerth a invoqué le « contexte budgétaire rendu difficile par la crise économique ». Ce n'est pourtant pas la crise en elle-même qui assèche les caisses de l'État, mais la politique de soutien des profits des grands groupes bancaires et industriels. Le déficit du budget de l'État est passé de 57 milliards d'euros en

2008 à 141 milliards en 2009, alors que la politique d'économies sur les services publics était déjà engagée, que les réductions de postes étaient effectives dans l'Éducation nationale et la Santé, par exemple. Dans la même période, en sus des cadeaux habituels, l'État faisait table

ouverte aux banquiers, offrait six milliards aux deux constructeurs automobiles et arrosait à tout va les grands groupes capitalistes à l'aide du « plan de relance ». Sans compter le bouclier fiscal, cadeau de quinze milliards d'euros par an fait aux plus gros contribuables.

Le déficit a donc bien été

creusé par la politique de défense des profits et c'est bien aux travailleurs que le gouvernement présente la note, à la fois sous forme de suppressions d'emplois et sous forme de réduction des services publics qui leur sont indispensables.

Paul GALOIS

Paroles creuses et coupes franches

Les économies exigées des opérateurs de l'État et les conséquences inévitables qu'elles auront sur leur fonctionnement jugent les discours des ministres. Ainsi, alors que la recherche est so-disant considérée comme une priorité par l'État, le CNRS et l'Inserm doivent faire des économies. Les chercheurs en médecine en seront quittes

pour continuer à compter sur la générosité des braves gens, par exemple à l'occasion du Téléthon. Quant aux autres, qu'ils se débrouillent !

Les coupes dans le budget de Météo France, dont le travail est indispensable à toute étude sur le climat et ses variations, n'empêcheront pas Borloo et Sarkozy d'aller pérorer sur le risque climatique à

Copenhague.

Il est vrai que Darcos parle sans cesse d'améliorer l'Éducation nationale tout en supprimant des milliers de postes d'enseignants chaque année et que Bachelot prétend faire progresser la santé publique en fermant hôpitaux, services et lits. Alors, pourquoi s'arrêter en si mauvaise voie ?

P.G.

• Grève dans les musées

Quand j'entends le mot « culture », je coupe dans son budget

Depuis le 23 novembre, les salariés du Centre Pompidou-Beaubourg de Paris sont en grève. Déjà en sous-effectif chronique malgré les 65 postes obtenus à la suite de leur grève de 2007, les salariés du musée d'Art moderne et de la Bibliothèque publique d'information abrités dans ce bâtiment dénoncent la politique gouvernementale de restrictions budgétaires qui les empêche de fonctionner normalement.

L'application de la décision gouvernementale de ne remplacer qu'un emploi sur deux fonctionnaires partant à la retraite, étendue aux « opérateurs de l'État », dont les musées, devrait aboutir en dix ans à la suppression de 400 postes au Centre Pompidou. D'ores et déjà, 26 suppressions étaient programmées en 2010, qui seraient ramenées à 16 grâce à la mobilisation des salariés, dont les conservateurs du musée d'Art moderne.

Des mouvements de grève ont touché d'autres musées et monuments nationaux, notamment

lors de la journée de grève nationale du 2 décembre. Cela a été le cas au musée du Louvre, où la direction a ouvert les portes malgré la grève, au musée d'Orsay, où les grévistes ont fait entrer gratuitement les visiteurs, au château de Versailles, où certaines salles sont restées closes, aux musées de Compiègne et de Saint-Germain-en-Laye, jusqu'à l'Arc de Triomphe de Paris qui n'a pu être ouvert à certains moments. Les syndicats ont en effet calculé qu'entre 2009 et 2011 mille postes allaient disparaître, sur les 23 000 salariés du ministère.

Les travailleurs dénoncent cette politique qui entraîne déjà, à certains moments, les difficultés à accueillir un public parfois nombreux, notamment les jours de gratuité. Mais, même les autres jours, des salles du Louvre restent fermées au public, sans motif d'entretien ou de rénovation : pour dérober la Joconde, il n'y a presque qu'à suivre les flèches !

Pendant que le ministre du Budget, Woerth, réaffirmait des

coupes claires dans les budgets des services publics, son homologue à la Culture, Frédéric Mitterrand, recevait – fort mal – les représentants de l'intersyndicale des employés des musées. Se réfugiant derrière une prétendue « nécessité de la réforme » décidée par un « gouvernement issu du suffrage universel », celui-ci s'est lamentablement coulé dans le moule sarkozyste. Revenus chercher une réponse, les représentants syndicaux n'ont rencontré que les boucliers des forces de police.

Les 10 % d'économies budgétaires que le gouvernement entend réaliser dans les services liés à l'État sous prétexte de « gains de productivité », aux termes mêmes de Woerth, se font aux dépens de l'éducation, de la santé ou des transports en commun comme de la culture. Et ils ne feront qu'augmenter encore le nombre des chômeurs. Il n'est pas question de l'accepter.

Viviane LAFONT

• Manque d'effectifs et salaires à la traîne

Les policiers veulent moins de chiffre

Jeudi 3 décembre, plusieurs milliers de policiers ont manifesté à Paris et dans quelques grandes villes, sans faire grève, ce qui leur est interdit. Ce n'est pas la première fois que les policiers manifestent sous ce gouvernement, ils l'avaient déjà fait l'an dernier.

Bien que la police soit en principe le chouchou du régime et de son ancien ministre de l'Intérieur, Sarkozy, les policiers se plaignent de ne pas être très bien lotis. D'une part, on leur impose des rendements forcés et absurdes. C'est, disent-ils, la religion du chiffre. Comme, de ce point de vue, un PV peut valoir autant que l'action contre un cambriolage, autant privilégier le PV, beaucoup plus facile à réaliser. Et le reste est à l'avenant.

D'autre part, les policiers se plaignent d'être victimes de réductions d'effectifs ainsi que de « salaires qui n'évoluent pas ». La politique générale de l'État consistant à racler les fonds de tiroir

pour satisfaire le patronat, la police elle-même en est en partie victime. Les policiers ont donc distribué une lettre aux citoyens, dans laquelle ils font état de leurs problèmes et remarquent que c'est la profession qui a le record des suicides.

À Paris, un meeting

aurait rassemblé 2 000 participants, selon les organisateurs syndicaux. Seulement 800, selon la Préfecture de Police de Paris. Et pourtant, des deux côtés c'étaient des policiers qui comptaient...

André VICTOR



Des PV, toujours des PV !

• Éducation nationale

Chatel veut des lycéens sans histoire

Entre autres idées lumineuses de Luc Chatel, dernier ministre de l'Éducation en date, figure la suppression des cours d'histoire et de géographie dans les classes terminales scientifiques (S) des lycées généraux.

Elle entre dans le cadre de la « réforme des lycées », chantier protéiforme dont l'axe essentiel est, comme pour toutes les autres « réformes » gouvernementales visant l'école, la réduction rapide des budgets par la suppression de milliers de postes d'enseignants et autres adultes encadrant les élèves.

C'est donc maintenant l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie

et sociales qui protestent contre l'amalgamation des horaires de leurs disciplines, visiblement considérées comme secondaires. Mais les prétendus « fondamentaux » – français, mathématiques – ne sont pas mieux traités lorsque des matières deviennent optionnelles, surtout lorsque les options elles-mêmes sont réduites.

Dans la « réforme » qui doit être présentée le 10 décembre par le ministre à un Conseil supérieur de l'éducation qui lui est tout dévoué, on retrouve le flou artistique de « l'accompagnement personnalisé des élèves », qui sert de feuille de vigne aux économies de postes. La



pour les lycéens des classes terminales S qui se trouve dans le collimateur du ministre. Pourquoi ces lycéens-là ? Parce qu'ils constituent plus de la moitié des effectifs d'élèves des classes terminales des lycées généraux, et cela permettrait donc d'importantes économies de postes de professeurs. Mais aussi parce que le ministre présuppose un désintérêt relatif des jeunes pour ces matières, par ailleurs affectées d'un faible coefficient au bac, qui disparaîtraient donc des épreuves de fin d'année : autre source d'économies. Chatel, sans conviction, se défend de mépriser ces enseignements, arguant que l'horaire des élèves serait renforcé en classe de première, et que les élèves de terminale « spécialement intéressés par l'histoire pourront suivre une option de deux heures ». On comprend immédiatement ce que cette esquivance signifie.

Le volet « fin de l'histoire » est certainement lourd de mépris pour les jeunes comme pour les enseignants. Mais il n'est qu'un nouvel épisode des attaques gouvernementales contre le service public d'éducation. Récemment, ce sont les enseignants de sciences écono-

mique et sociales qui protestent même rengain a déjà été servie lorsqu'ont été supprimées les deux heures de cours du samedi matin et une bonne partie des enseignants du Rased (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) qui auparavant « accompagnaient » précisément ceux-ci.

Pour le gouvernement, l'objectif est de trouver, pour la rentrée scolaire de 2010, 16 000 postes à supprimer. Cela passe par la fin des enseignants-remplaçants, par les économies de surveillants, d'heures de cours, de doublages de classe, d'options possibles, de conseillers d'orientation, d'agents d'entretien...

Des lycéens ont déjà manifesté contre la « réforme » et une nouvelle journée de protestation est organisée le 10 décembre à l'appel de plusieurs syndicats d'enseignants. En région parisienne, une manifestation, accompagnée d'un préavis de grève aura lieu à 14 h 30, du métro Sèvres-Babylone au ministère. Les attaques contre l'Éducation nationale doivent cesser !

Viviane LAFONT

Visite de « l'identité française » en Afrique



De passage à Dakar au Sénégal, lundi 6 décembre, Eric Besson, ministre de l'Immigration, a tenu une conférence de presse devant des anciens combattants. Il a rendu hommage aux tirailleurs sénégalais, dont il a loué le combat pour la libération de la France. À leur sujet, il a déclaré « inacceptable » (c'est bien le moins !)

le massacre qui avait eu lieu au camp de Thiaroye en décembre 1944.

À l'époque, au moins trente des mille soldats africains entassés dans ce camp avaient été tués par l'armée française, parce qu'ils s'étaient révoltés afin d'obtenir leur prime de démobilisation.

Le second temps fort de la visite de Besson au Sénégal a été

la remise, « pour aider à la pratique du sport », d'un chèque de 131 millions de francs CFA, soit 200 000 euros...

En effet Besson est aussi ministre du Développement solidaire. Il est vrai qu'avec des budgets aussi dérisoires, on ne risque pas de s'en rappeler.

Louis BASTILLE

Estrosi aurait mieux fait de se taire !

Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, maire de Nice et fidèle de Sarkozy, vient de s'illustrer en annonçant d'une part son refus des minarets dans sa ville, d'autre part l'institution à Nice d'un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans.

Mais au moment de cette annonce, le 26 novembre, il a encore tenu à venir à la rescousse du débat sur l'identité nationale de son compère Besson : « Qu'est-ce que le débat sur notre identité nationale a de si effrayant ? Si, à la

veille du second conflit mondial, dans un temps où la crise économique envahissait tout, le peuple allemand avait entrepris de s'interroger sur ce qui fonde l'identité allemande, alors peut-être aurions-nous évité l'atroce et douloureux naufrage de la civilisation européenne. »

Au lieu de supprimer les cours d'histoire en terminale scientifique, le gouvernement ferait mieux d'en instaurer pour les ministres ignorants. Ils pourraient ainsi apprendre ce qu'a été, dans un contexte

de crise, la défense de « l'identité allemande », voire de l'« identité » chrétienne contre l'« identité » juive (on ne parlait pas encore des minarets musulmans), le tout cuisiné à la sauce hitlérienne... Et aussi la responsabilité de cette idéologie nationaliste et xénophobe dans la préparation de la guerre. Tous les Besson et Estrosi de cette époque-là auraient donc mieux fait de se taire... Tout comme ceux d'aujourd'hui.

L. B.

• Débat sur l'identité nationale à Verdun

Bien raciste et bien réactionnaire

« Je ne suis pas raciste ni xénophobe », a prétendu le maire UMP de Gussainville dans la Meuse, André Valentin, tentant une explication des propos qu'il a tenus en marge du premier débat sur « l'identité nationale » qui s'est déroulé à Verdun lundi 30 novembre. Il a ajouté : « Lorsque j'ai parlé de "dix millions que l'on paye à rien foutre", je faisais référence aux chômeurs, aux érémites et aux retraités. » Les uns et les autres apprécieront...

Les propos de ce maire d'une petite commune de quarante habitants de la Meuse avaient choqué, d'autant qu'ils étaient sans ambiguïté possible : sa phrase sur les dix millions venait juste après : « Je pense qu'il est temps que l'on réagisse, parce que l'on va se faire bouffer ! » Avec ses « explications » il en remet une couche.

Raciste il est, réactionnaire... il en apporte une preuve supplémentaire. Mais il ne craint rien, expliquant

que « des ministres aussi ont fait des dérapages ». D'ailleurs le maire de Gussainville a des défenseurs, tel Frédéric Lefebvre, porte-parole national de l'UMP, qui a estimé qu'il exprimait « l'inquiétude » de la France. Et dire qu'en 2002 certains prétendaient que voter pour Chirac, le représentant de la droite « républicaine », constituait un rempart contre les idées de Le Pen...

Etienne HOURDIN

• Martinique

les politiciens dans les starting-blocks du « pouvoir local »

En Martinique, des travailleurs sont récemment entrés en lutte pour faire respecter leurs droits ou en gagner de nouveaux. Il y a eu, ces dernières semaines, la grève des dockers intérimaires sur le port de Fort-de-France pour l'alignement de leur salaire sur celui de leurs collègues en fixe. Il y a eu aussi la grève des chauffeurs des sous-traitants du réseau de bus Mozaïk, dans et autour de Fort-de-France, pour l'alignement des conditions de travail et des salaires sur ceux des chauffeurs salariés directement par la régie. Une autre grève, de trois semaines, a eu lieu à l'hôpital de Trinité pour l'amélioration des conditions de travail et l'embauche de personnel, etc. Ces trois grèves se sont terminées par un succès des travailleurs, avec, pour les deux dernières, le paiement d'une bonne partie des jours de grève.

Mais ce qui fait la une de l'actualité est la prochaine consultation par référendum de la population sur l'avenir institutionnel de l'île, le 10 janvier 2010.

Ce référendum est la suite logique, constitutionnelle, du vote le 18 décembre 2008 de la majorité du Congrès, c'est-à-dire de la réunion des conseillers généraux, des conseillers régionaux et des parlementaires, pour un changement institutionnel. Les Martiniquais auront ainsi le choix entre passer à un fonctionnement sur la base de l'article 74 de la Constitution (vote oui) ou rester dans le cadre de l'article 73 (vote non). Dans le cas d'une victoire du non, les électeurs seront conviés à un second référendum, le 24 janvier, pour ou contre la création d'une assemblée unique regroupant le Conseil général (département) et le Conseil régional (région), ce que le gouvernement veut d'ailleurs réaliser bientôt dans toute la France.

Le monde politique est donc partagé entre les 74istes du RMC (Rassemblement martiniquais pour le changement),

emmenés par le ci-devant indépendantiste Alfred Marie-Jeanne, du MIM (Mouvement pour l'indépendance de la Martinique), président du Conseil régional, et les 73istes, la droite, mais aussi la fédération martiniquaise du Parti Socialiste et surtout le MAP (Mouvement des autonomistes et des progressistes), derrière Serge Letchimy du PPM (Parti progressiste martiniquais, fondé par Aimé Césaire). Si le 74 l'emporte, la Martinique deviendra une « collectivité » au lieu d'être un département, où les notables pourront obtenir des compétences élargies pour un pouvoir local, dans le cadre d'une loi organique, à voter à Paris par le Parlement. Dans le 73, les lois et règlements nationaux sont applicables de plein

droit, sous réserve de quelques aménagements et des habilitations spécifiques, d'une durée de deux ans, constituant là aussi une forme de pouvoir local, et encadrés également par une loi organique.

À part pour les politiciens engagés dans un camp ou un autre, qui attendent du résultat des retombées dans leur développement de carrière, les différences entre 73 et 74 sont donc minces. Et pour les travailleurs, si le camp du 74 est apparu au début, et apparaît encore dans une certaine mesure, comme celui du changement, le sentiment est plutôt maintenant qu'on leur demande de choisir entre Marie-Jeanne et Letchimy. La méfiance des travailleurs est palpable. Surtout vis-à-vis de Marie-Jeanne, qui appa-

rait comme un arriviste obnubilé depuis des années par son futur pouvoir local. Le dirigeant du MIM, jouant le de Gaulle au petit pied, a évoqué sa possible démission du Conseil régional en cas d'échec du 74 : « *Je ne continuerai (sic) pas longtemps à transporter de l'eau dans un panier percé.* » La menace n'a pas impressionné grand monde !

Mais soutenir Letchimy en votant 73 ne suscite pas non plus un grand enthousiasme. Comme maire de Fort-de-France, il a eu l'occasion d'apparaître étranger aux aspirations des salariés, ne serait-ce que des employés municipaux.

Alors, puisque de toute façon on va vers une certaine dose de pouvoir local, il faudrait

qu'au moins ceux qui l'incarneront aient à prendre des engagements devant les travailleurs. Ils veulent des compétences ou des habilitations nouvelles, mais s'en serviraient-ils pour faire baisser les prix, alléger l'imposition des salariés, etc. ? Ou bien tous les profiteurs-voleurs pourront-ils continuer, comme aujourd'hui, à s'en donner à cœur joie ?

Dans quelques réunions d'entreprise et des assemblées syndicales, ces questions ont été posées. Il est dans l'intérêt des travailleurs de continuer, de bousculer, en faisant entendre leur voix propre, l'opération préparée conjointement par le gouvernement et les notables locaux.

Marianne TIBUS

• Guadeloupe

Des militants syndicaux du LKP menacés

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de *Combat Ouvrier*, journal de nos camarades trotskistes antillais, consacré à la répression pesant contre des militants syndicaux du LKP.

Liliane Gashet, militante syndicale à l'UNSA et militante active du LKP, est menacée de licenciement. Elle travaille comme déléguée médicale pour le laboratoire Astra Zeneca, lié à la société Sepropharm.

Il y a quelque temps, elle avait juste fait une remarque concernant la présentation d'un médicament contre l'asthme. Elle indiquait que l'image publicitaire ne correspondait pas à la réalité locale puisqu'on y voyait un enfant sous la neige. Elle proposait donc qu'on remplace la neige par la pluie. Pour cette simple remarque, elle fut accusée de « discrimination » et menacée de licenciement. Mais sous ce prétexte fallacieux, c'est la militante syndicale et la militante du LKP qui est visée. (...)

Pour la soutenir, une forte délégation de militants du LKP s'est rassemblée devant son lieu de travail le jour de sa convocation à l'entretien préalable. (...)

Pour l'instant rien n'est



encore décidé définitivement. Mais l'UNSA comme l'ensemble des militants du LKP sont bien déterminés à défendre cette camarade et à faire reculer la direction du laboratoire sur ce licenciement programmé.

Patricia Chatenay-Rivauday, elle, travaille à la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre. Elle est déléguée syndicale de l'UNSA et a été mise à pied par sa direction. Il lui est reproché d'avoir manqué à son devoir de réserve en ayant parlé de la CCI dans une interview parue dans le magazine *Sept Mag*. C'est

quand même un comble que l'on reproche à des militants ayant un mandat syndical de s'exprimer librement !

Mais là encore, c'est la militante du LKP (qui fut notamment très active dans la longue grève des pompiers de la CCI) que l'on veut faire taire.

Une délégation de militants du LKP s'est rendue devant la CCI pour la soutenir lors de son entretien avec la direction. Notons qu'il a fallu protester vigoureusement devant les grilles de la CCI, en particulier Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, pour que le secrétaire général de

l'UNSA puisse pénétrer dans les locaux afin d'assister cette travailleuse.

Rappelons aussi qu'il aura fallu toute une mobilisation juste avant la rentrée scolaire autour de Delphine Prudhomme, professeur au lycée Jardin-d'Essai, dirigeante de la FSU et membre du LKP. Elle était menacée par le rectorat de sanctions disciplinaires, tout simplement parce qu'elle s'était montrée particulièrement active dans la préparation de la grève générale de janvier et février, en tant que militante du LKP et animatrice du groupe de jeunes *Rebelle*.

• Sommet de Copenhague

Les principaux responsables ne veulent pas payer

Avec l'ouverture du sommet de Copenhague sur le dérèglement climatique, un véritable déluge de pronostics catastrophistes et de bons sentiments écologistes s'est déversé ! Il y a pourtant fort à parier que cette 15^e conférence internationale de l'ONU n'aura pas plus de résultats que les précédentes pour ce qui est de limiter notablement l'augmentation du taux de CO₂ dans l'atmosphère, responsable au moins en partie du réchauffement climatique.

Car les chefs des grands États industriels n'ont pas davantage qu'auparavant l'intention d'imposer de véritables mesures contraignantes à leurs capitalistes respectifs, qui sont de loin les principaux responsables de l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre.

L'une des questions en débat, avant que la conférence ne s'ouvre, est de savoir sur quels pays reposera l'effort financier et industriel pour réduire les émissions de CO₂. Les principaux pays développés, et surtout les États-Unis, veulent faire supporter cet effort par les pays dits émergents, autrement dit les pays pauvres. Cette volonté de présenter une partie de la note de la pollution atmosphérique aux pays pauvres est indécente.

En effet, dans les années à venir, des centaines de millions d'habitants de ces pays risquent d'être plongés dans une misère plus grande encore que celle qu'ils connaissent aujourd'hui,

justement du fait du réchauffement climatique.

L'un des arguments utilisés par les porte-parole des grandes puissances serait que ces pays émergents ont et auront de plus en plus leur part dans les émissions de gaz à effet de serre, du fait de leur choix de vouloir se développer.

On incrimine entre autres la déforestation incontrôlée dans les zones tropicales du Brésil, d'Asie ou même d'Afrique, ainsi que le développement économique de l'Inde ou de la Chine. La Chine est devenue, c'est vrai, le premier émetteur de CO₂ avec 6,1 milliards de tonnes par an (contre 5,75 pour les États-Unis et 3,9 pour l'Union européenne). Mais ses émissions ne représentent que 4,7 tonnes par habitant, contre 6,7 tonnes de moyenne mondiale, 18,9 tonnes pour un Américain ou 8,9 tonnes pour un Européen. Celles d'un habitant de Côte d'Ivoire ne dépassent pas, elles, 0,4 tonne par habitant !

Et si l'on considère les émissions par habitant cumulées de 1850 à 2005, celles de la Chine sont estimées à 93 tonnes par habitant contre 328 tonnes pour les États-Unis. Or l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère a commencé avec les débuts de la révolution industrielle. La responsabilité des capitalistes des pays riches est donc écrasante : directement d'abord, à cause de leurs industries dont ils n'ont pas cherché à contrôler les effets polluants. Ils portent, de plus, des responsabilités dans la pollution atmosphérique causée

par les transports. Ceux-ci concernent pour leur grande majorité les déplacements pour le travail, et les salariés ne sont pas responsables de l'insuffisance des transports en commun qui les contraignent à utiliser leur voiture, ou bien du coût prohibitif du logement qui les contraint à s'éloigner toujours plus loin en banlieue. Sans compter la multiplication souvent aberrante des transports de marchandises !

Il n'y a donc aucune raison de faire régler la note de la pollution atmosphérique ni par les travailleurs des pays riches (comme c'est le cas avec la taxe carbone) ni par la population des pays pauvres. La participation financière des grandes puissances industrielles à l'effort pour maîtriser, à l'échelle planétaire, les émissions de CO₂ est aussi une des questions en débat à Copenhague.

Leur participation tournerait, si l'on en juge par les déclarations de leurs porte-parole, autour de dix milliards de dollars d'aide par an jusqu'en 2020. Or on sait déjà qu'il en faudrait de six à dix fois plus.

Toutes les conditions sont donc réunies pour que cette conférence aboutisse comme les précédentes à une série de vœux pieux et de recommandations inefficaces, car ne s'adressant pas aux principaux responsables, les industriels capitalistes, à commencer par ceux des pays les plus riches.

Valérie FONTAINE



Circulation automobile, pollutions diverses, centrales thermiques (ici en Moselle), gros responsables des rejets de CO₂ des pays industriels.



• Mayotte

Manifestations contre la vie chère et politique criminelle contre les non-Mahorais

Le 2 décembre, à Mayotte, des manifestations contre la vie chère ont débouché sur des affrontements avec les forces de répression, dans cette petite île de l'océan Indien maintenue dans le giron de la France et séparée du reste de l'archipel des Comores.

À l'origine, une manifestation était organisée à l'appel d'un « collectif des citoyens perdus de Labattoir et Pamadzi », deux localités de Petite-Terre, une île de 15 km² séparée par un bras de mer de deux kilomètres de Grande-Terre, la principale île de

Mayotte. Il s'agissait de montrer l'exaspération de la population face au coût exorbitant de la vie. À titre d'exemple, une mère de famille dénonçait le prix de 50 euros pour un carton de mabawa (ailes de poulet). Cette manifestation visait également l'augmentation programmée par le Conseil général du prix d'accès aux barges assurant la liaison très fréquentée entre les deux îles, de 0,75 à 1 euro, et l'augmentation de 8 % des factures d'électricité. Des manifestants réclamaient aussi la démission d'Ahamed Attoumani Douchina, président UMP du Conseil général, dont la

• Junk Bonds

La reprise... de la spéculation se confirme

Les obligations pourries – junk bonds en anglais – sont des emprunts émis par des entreprises déjà très endettées. Ils sont de ce fait des produits financiers considérés comme risqués et pour cette raison ils sont grassement rémunérés. Apparus à la fin des années 1970, ils illustrent comment, dans le fonctionnement du capitalisme, des activités financières et spéculatives ont pris le pas, depuis des décennies, sur les

investissements productifs.

S'ils ont de nouveau le vent en poupe, c'est bien significatif de la nature de la prétendue reprise. Alors qu'en 2008, en pleine tourmente financière, l'émission de nouveaux junk bonds avait été nulle, elle s'élève à 10 milliards depuis septembre 2009 et a atteint 16,641 milliards d'euros sur l'année – davantage qu'en 2004 et 2005. Ce qui redémarre depuis quelques mois, c'est la possibilité pour des entreprises

à la santé financière douteuse d'emprunter auprès des banques cherchant des placements très juteux... parce que très risqués.

Ainsi, un gérant de junk bonds pour le Crédit Agricole constatait que « le cimentier Heidelberg, au bord de la faillite il y a un an, a émis, mi-octobre, 2,5 milliards d'euros, une des plus grosses opérations jamais effectuées sur le marché ; émission qui a été très prisée par les gestions privées allemandes. »

Ce qui est nouveau cepen-

dant, c'est que la liste des entreprises considérées comme à risque par les financiers s'est allongée. On parle ainsi d'« anges déchus » à propos de sociétés comme Wendel, Peugeot SA, ou Renault SA, dont la note délivrée par les agences de notation a baissé du fait de la crise économique.

Évidemment les entreprises elles-mêmes, qui assurent leur financement en levant des emprunts et en payant une forte dime aux financiers, font ensuite payer aux travailleurs

leur endettement, en licenciant et en intensifiant l'exploitation. D'ailleurs, bien des entreprises industrielles elles-mêmes participent à leur tour à des opérations financières et spéculatives, qui leur rapportent souvent bien plus que la production... en misant entre autres les sommes empruntées.

Obligations pourries, dit-on. En fait le qualificatif est à étendre à tout le système capitaliste.

Boris SAVIN

• Grèce

Un an après, les raisons de manifester restent les mêmes

Dimanche 6 et lundi 7 décembre, les manifestations à la mémoire d'Alexandre Grigoropoulos, le jeune tué par un policier il y a un an, ont rassemblé des milliers de personnes à Athènes et dans d'autres villes, comme Thessalonique.

La confédération syndicale des fonctionnaires (ADEDY) avait appelé à un arrêt de travail pour participer à la manifestation du 7 décembre. À Athènes, le gouvernement avait déployé plus de 6 000 policiers. Des affrontements violents se sont produits et, dans tout le pays, 800 personnes ont été déferées au tribunal, dont presque 300 à Athènes.

Mais, plus que la commémoration du 6 décembre 2008, c'est la situation actuelle qui a

fait descendre les manifestants dans la rue, en particulier les jeunes qui, comme le disait une étudiante, en ont assez de tous les problèmes qu'ils rencontrent, « depuis l'école jusqu'à l'agence pour l'emploi ou, si nous avons plus de chance, jusqu'aux stages payés 400 euros », ajoutant : « Pour nous, rien n'a changé depuis l'année dernière. »

Rien n'a changé, ni pour les jeunes, ni pour les moins jeunes, si ce n'est en pire. Le chômage a augmenté : il est officiellement de plus de 9 %, mais la confédération syndicale du secteur privé (GSEE) le chiffre à 15 % et, entre 15 et 24 ans, 25 % des jeunes ne trouvent pas de travail. Officiellement les prix ont augmenté de 2 % sur l'année, mais de 5,2 % pour les transports par exemple.

Le nouveau gouvernement du Pasok, le parti socialiste, vient d'annoncer un déficit de près de 30 milliards d'euros, deux fois plus important que celui annoncé par le précédent gouvernement de droite, et il accuse ses prédécesseurs d'avoir dissimulé la réalité. Fragilisé par l'ampleur de sa dette, le gouvernement ne peut emprunter qu'à des taux supérieurs (5 %) à celui pratiqué (3,25 %) pour un pays jugé plus sûr, comme l'Allemagne par exemple. La Banque européenne a donc exigé qu'il fasse de sérieuses économies pour réduire son déficit par des mesures d'austérité.

Surveillé par Bruxelles, le gouvernement est aussi surveillé par la droite : en mars 2010, il aura besoin de sa collaboration s'il veut que l'actuel

président de la République soit réélu avec les deux tiers des voix des députés, faute de quoi l'Assemblée serait de nouveau dissoute et les législatives de nouveau à l'ordre du jour. Il voudrait donc éviter de mécontenter tout de suite ses électeurs, mais il le fait tout de même, évidemment.

Les premières mesures décidées par le gouvernement comportent déjà des taxes sur les revenus et la consommation, et une réduction des dépenses de l'État. Le gel des salaires des fonctionnaires a déjà été décidé : après les vives réactions de députés de la majorité, cela ne devrait toucher « que » 40 000 fonctionnaires sur 560 000. Le gouvernement a surtout programmé la suppression des emplois « stages » qui se montent à plus de 30 000.

Sylvie MARÉCHAL

• Bilan de Kyoto

Un tout petit effort pour la planète

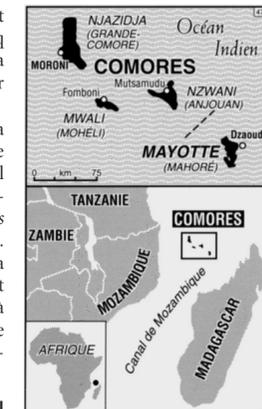
Alors que les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) continuent à augmenter au niveau planétaire, l'Europe se targue d'être la bonne élève de la classe en ayant d'ores et déjà respecté les engagements de Kyoto (-5,2 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990) et en parvenant à un peu plus de 10 % de réduction,

c'est-à-dire la moitié des objectifs fixés pour 2020.

Mais cette performance, qui n'en est pas une, n'est pas du tout due à un effort particulier de ses capitalistes industriels pour rendre leurs usines moins polluantes. C'est d'abord l'effondrement des industries polluantes des pays de l'Europe de l'Est, après la chute du Mur, qui a contribué

notamment à ces baisses des émissions. Et depuis plus d'un an c'est la crise économique qui rend l'Europe, et le monde capitaliste, plus vertueux ! En 2009, les émissions de gaz à effet de serre ont ainsi baissé de 4 à 5 % en Europe, de 6 % aux États-Unis et de 2,6 % au niveau mondial... pour cause de crise.

V.F.



Émile GRONDIN

• Italie

« L'automne chaud » de 1969

L'article suivant est extrait du journal de nos camarades italiens, *L'Internazionale* (n° 93 de septembre 2009)

Entre la moitié des années 1950 et le début des années 1960, en moins de dix ans, la société italienne était passée d'une société mi-industrielle, mi-agricole, à une société industrielle évoluée. Cette période dite du « miracle économique » allait finalement déboucher sur cette véritable explosion sociale que fut « l'automne chaud » de 1969.

Les prémices

Entre 1955 et 1960, plus de huit millions et demi de personnes émigrèrent du Sud au Nord et vers les grandes villes. Quelques faits survenus dans les années soixante indiquaient déjà que cette jeune classe ouvrière amenait un sang nouveau à l'ancienne, auparavant contrainte par le patronat, aidé du stalinisme, à reconstruire le pays dans le sang et les larmes au nom de l'unité nationale.

En juin 1962 à la Fiat de Turin, qui depuis des années n'avait plus vu de mouvement, une grève éclatait, entraînant des milliers de travailleurs pour le renouvellement de la convention collective. La direction de Fiat signa un accord bidon avec les syndicats UIL et Sida (un syndicat jaune patronal) et de plus proclama le lock-out. La réponse des travailleurs fut une manifestation devant le siège de l'UIL, piazza Statuto, qui fut pris d'assaut. Elle fut suivie de violents affrontements entre la police et des ouvriers de Fiat, en grande partie jeunes et d'origine méridionale, aidés d'autres travailleurs, eux aussi immigrés depuis peu dans la grande ville industrielle.

En 1966 durant une grève naquit le premier organisme ouvrier de base, le conseil d'usine de Siemens à Milan. Combattu par les syndicats, il disparut après la grève, mais cette première expérience démontrait que parmi les travailleurs existait une volonté de participer à la lutte en élisant leurs propres représentants, sans se fier aux bureaucrates syndicaux. Cela allait être explicite durant toute l'année 1968 chez Pirelli à Milan, avec la naissance du « comité unitaire de base », le CUB, qui déclarait désirer « la plus grande démocratie de base car tout doit être construit dans la lutte ».

En 1968 à Valdarno, petite ville de la Vénétie réactionnaire

ayant toujours vécu autour de l'industrie textile Marzotto, la colère ouvrière éclata de façon imprévue. Parmi ces travailleurs du textile soumis à un paternalisme digne du XIX^e siècle, un conflit sur les temps se transforma rapidement en une grève et une révolte. Le 19 avril, la population de la petite ville descendit dans la rue, affronta la police et alla jusqu'à jeter bas la statue de Gaetano Marzotto, fondateur de la dynastie patronale du lieu.

Le 2 décembre 1968 encore, à Avola en Sicile, la police tirait et tuait deux ouvriers agricoles en grève. Quelques mois après, le 9 avril, la même police tuait deux personnes à Battipaglia, en Campanie, au cours d'une manifestation contre des fermures d'entreprises.

première fois depuis vingt ans. Mais début juillet c'est une véritable bataille de rues qui se déroule.

Le 3 juillet, pour tenter de reprendre les choses en main, les syndicats proclament une grève générale contre les loyers trop chers. À Mirafiori la manifestation se transforme en une bataille avec la police, qui dure plus de dix heures. Aux travailleurs de Fiat s'associent les travailleurs des communes de la banlieue turinoise et les habitants du quartier. Les affrontements ne finissent qu'au cœur de la nuit.

L'automne coïncide avec le renouveau de nombreuses conventions collectives et les directions syndicales sont dans une situation délicate, risquant d'être débordées par les luttes

obtenir de Fiat le retrait de cette suspension et à isoler, selon ses mots, la « minorité d'ouvriers extrémistes qui, en bloquant la chaîne de montage, font du tort à tous les travailleurs ».

Le renouvellement des conventions collectives concerne dans le pays des milliers d'entreprises. Le 6 septembre, ce sont les ouvriers métallurgistes, de la chimie et du bâtiment qui sont en grève, le 11 septembre de nouveau les métallos. Le 16 septembre, ce sont les ouvriers de la chimie et du ciment et les métallos des industries à participation d'État. Le 17 septembre, c'est encore le bâtiment, et de nouveau les métallurgistes du secteur d'État le 19 septembre. Le 24 septembre, la direction de Pirelli lock-out, entraînant les

ques jours plus tôt, que la signature de la convention de la métallurgie met fin à « l'automne chaud ».

La campagne contre les « extrémistes »

À partir de novembre la bourgeoisie, d'abord surprise et effrayée par l'intensité des luttes ouvrières, commence à orchestrer une campagne de presse contre les « extrémistes ». La première occasion en est les événements du 19 novembre à Milan, quand des affrontements entre manifestants et policiers aboutissent à la mort de l'agent Annarumma, frappé à la tête par un tube d'acier selon l'enquête officielle. L'attentat à la Banque de l'Agriculture de Milan le 12 décembre, dû en fait à l'extrême droite, exaspère encore la campagne de presse. Les anarchistes en sont accusés. L'un d'entre eux, Pietro Valpreda, est accusé d'en être l'exécutif matériel tandis qu'un autre, le cheminot Giuseppe Pinelli, meurt, sans doute poussé d'une fenêtre de l'immeuble de la police de Milan.

Après « l'automne chaud », le niveau de l'affrontement de classe allait encore rester élevé. Les résultats obtenus furent des améliorations de salaires et d'horaires, un notable progrès en matière de possibilités politiques et syndicales avec la fin, au moins pour quelque temps, de l'autoritarisme patronal sans pitié qui avait régné depuis les années 1950 dans toutes les usines. Le résultat aurait pu être encore plus consistant, si la direction syndicale n'avait pas été aux mains des bureaucrates réformistes.

Sans doute, les luttes de 1969 ne sortirent jamais des rails de la revendication économique. Il n'y eut pas de situation « pré-révolutionnaire » comme beaucoup à gauche l'affirmèrent, pris par l'enthousiasme de la lutte, et bien que le slogan « Pouvoir ouvrier » ait été hurlé dans les manifestations par les ouvriers les plus radicaux et par les étudiants. En revanche, ces luttes auraient pu être l'occasion d'avancer vraiment vers l'implantation, dans la classe ouvrière, d'un véritable parti révolutionnaire.

Ce ne fut finalement pas le cas et, à quarante ans de l'expérience de « l'automne chaud », le problème reste posé.



Manifestation devant Fiat Mirafiori à Turin.

1969 et « l'automne chaud »

Mais en ce printemps 1969 des luttes éclatent dans des centaines d'usines grandes et petites, sur les mêmes thèmes : pour l'égalité salariale et contre l'autoritarisme, voire la répression, régnant dans les entreprises.

À l'avant-garde on trouve les plus grandes usines, où leur nombre met les travailleurs en confiance. Fin juin une grève éclate chez Montedison à Porto Marghera, près de Venise, où, après la méfiance initiale, beaucoup de travailleurs accueillent favorablement les manifestations de solidarité des étudiants, que les syndicats accusent d'utiliser la grève à des fins politiques. La grande usine Fiat de Mirafiori à Turin, elle aussi, est en ébullition. Le 22 mars les ouvriers des presses décident l'auto-réduction de la production. Le 11 avril c'est la grève totale, les ouvriers sortant en rangs serrés des ateliers pour la

spontanées des travailleurs. À la longue cependant, elles réussiront à canaliser les luttes dans la « bataille pour les réformes », à leur profit et à celui des partis réformistes. Les succès électoraux du Parti Communiste Italien dans les années soixante-dix vont ainsi être le reflet de la vague ouvrière née lors de « l'automne chaud ».

La reprise du travail après la pause estivale coïncide avec la reprise des grèves. Le 2 septembre une grève bloque Pirelli à Milan. Le même jour, à la Fiat de Turin, une grève de deux heures proclamée par les syndicats est prolongée par des centaines de travailleurs de la chaîne de montage, bloquant celle-ci en amont et en aval. En peu de temps, 30 000 travailleurs sont renvoyés chez eux : c'est une tactique de la direction pour les dresser les uns contre les autres alors que, les vacances à peine finies, ils ont bien peu d'argent devant eux. La bureaucratie syndicale reprend la situation en main, réussissant à

jours suivants une grève générale à Milan, qui la contraint à faire marche arrière. Le 8 octobre, Fiat Mirafiori est en grève. Le 9 octobre, c'est la grève générale dans le Frioul. En même temps à Gênes, un des pôles sidérurgiques italiens, des dizaines de milliers de métallurgistes en grève défilent dans la ville. Les grèves se succèdent, non seulement à Milan et à Turin mais aussi dans cent autres villes, à Rome, à Piombino, à Marina di Pisa, à L'Aquila, à Naples où le 16 octobre 40 000 métallurgistes font grève. Le 17 octobre, c'est une grève générale nationale à laquelle participent des millions de travailleurs.

En novembre et décembre, les syndicats réussiront à faire approuver les conventions collectives secteur par secteur, émiettant ainsi le mouvement. C'est presque à Noël, le 21 décembre, dans un climat politique désormais profondément modifié par l'attentat de la Banque de l'Agriculture quel-

• Polémique sur les minarets

Quand Sarkozy prêche pour le respect

Mardi 8 décembre, le président de la République s'est offert une longue tribune dans le quotidien *Le Monde* pour reprendre la balle au bond après la polémique déclenchée par le vote d'une majorité des électeurs suisses contre la construction de nouveaux minarets sur leur territoire.

Mais cela débute mal... Sarkozy commence par affirmer qu'il faut comprendre les opposants suisses aux minarets. Et d'écrire, concernant les réactions suscitées contre ce vote : « Derrière la violence de ces prises de position, se cache en réalité une méfiance viscérale contre tout ce qui vient du peuple. » Et le voici qui en appelle à l'écoute des « cris du peuple », de « ses difficultés, ses sentiments et ses aspirations ».

Mais sur quoi Sarkozy propose-t-il d'écouter le peuple ? Sur les bas salaires et le chômage, sur la misère

grandissante de ceux qui n'ont même plus le droit de travailler pour vivre, sur l'angoisse de ceux qui certes travaillent mais vivent mal et ne sont même pas sûrs de pouvoir continuer à le faire demain ? Non, Sarkozy ne discute que de ceux qui ne supportent pas les minarets dans le paysage et fait passer ces réactions xénophobes pour une confrontation entre religions.

Il interpelle ses « compatriotes musulmans », glorifie « la civilisation chrétienne », rappelle à l'ordre « l'islam de France », et adjure « chrétien, juif ou musulman, homme de foi quelle que soit sa foi, croyant quelle que soit sa croyance » à pratiquer sa foi avec discrétion et respect de l'autre... ce qui n'est pas vraiment le cas de l'Église catholique avec ses clochers, cloches et autres processions. Comme si, en cette période de crise, le principal problème était celui de l'appartenance religieuse ! Et évidem-

ment, les athées n'existent même pas dans l'entendement de Sarkozy. Apparemment, ils n'ont même pas droit au « respect ».

Et il faut être un sacré faux-jeton pour conclure, comme le fait le président, sur la nécessité de la tolérance, alors qu'il est l'initiateur du débat malodorant sur l'identité nationale. Un débat qu'il a lancé en surfant sur les préjugés les plus crasseux et les a-priori xénophobes dans l'espoir que cela lui profiterait, lui apporterait quelques voix de plus. Maintenant qu'il craint que cela ait placé un tapis sous les pas du Front National ou d'un de ses semblables, il tente de jouer les rassembleurs.

Il reste une chose qu'on peut tirer du prêche de Sarkozy, de ses propres déclarations au *Monde* : « Ce mépris du peuple, car c'est une forme de mépris, finit toujours mal. »

S. G.

• Drapeaux étrangers lors des mariages

Une proposition nauséabonde

Ne sachant apparemment pas quoi inventer pour se mettre en valeur dans de faux débats, une centaine de députés UMP viennent de signer une pétition proposant une loi pour interdire les drapeaux étrangers lors des mariages. Il s'agirait précisément de permettre aux maires d'« interdire aux participants d'arborer des drapeaux ou signes d'appartenance nationale autres que ceux de la République française ».

C'est que, voyez-vous, selon certains signataires, il y aurait lors des mariages quelques débordements. Certains des participants au mariage viendraient dans des voitures « sans respecter le code de la route », « avec de la musique orientale à fond, les drapeaux algériens ou marocains agités à l'extérieur » et il s'agirait là tout simplement « de manifestations de non-respect de l'identité française ». Heureusement, ces vaillants

défenseurs de « l'identité nationale » veillent et demandent donc une loi.

Curieux tout de même, ce soudain souci de limiter les débordements. À ce qu'on sache, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il en existe. Que ce soit lors des mariages ou d'autres fêtes, l'enthousiasme et parfois même l'abus de boisson ne sont pas sans en provoquer. Les maires, gardes champêtres et autres agents de « l'ordre républicain » ne manquent pas de moyens pour intervenir, par exemple, contre le non-respect du code de la route, le tapage nocturne, la conduite en état d'ivresse et on en passe, qui à ce qu'on sache ne sont pas toujours ni principalement le fait de ressortissants étrangers.

Mais non, ce que ces députés veulent viser dans la loi est le fait qu'au cours de ces mariages, avec ou sans débordements,

apparaissent des drapeaux étrangers. On ne voit pas quel problème cela peut bien poser : les participants à un mariage peuvent bien arborer les symboles qu'ils souhaitent et ceux-là en eux-mêmes ne sont pas choquants. Mais ces députés ne font pas mystère qu'ils visent en particulier les drapeaux de pays du Maghreb. C'est en fait cela qui les incommode, car cela incommode sans doute l'électorat auquel ils s'adressent, dans sa frange la plus raciste et xénophobe.

Qu'on se le dise donc, si l'on suit ces députés, il ne sera toléré lors des débordements que des drapeaux tricolores et du gros rouge qui tache. Tout cela pour permettre à quelques élus en mal de campagne de faire un grand coup de lèche à l'électorat d'extrême droite.

A.F.



• SODG - Michelin – Clermont-Ferrand

Débrayages contre la flexibilité

À SODG, filiale Michelin à Clermont-Ferrand, des débrayages ont lieu à chaque fin de poste dans les équipes de 3x8 depuis mercredi 2 décembre.

L'idée d'un arrêt de travail a été lancée dans l'atelier Fabrication au lendemain de la remise du calendrier individuel 2010. Rapidement, elle a été reprise dans tout l'atelier : on arrête une heure en fin d'équipe. Dans les équipes suivantes l'idée a fait son chemin et d'autres ateliers se sont joints au mouvement.

L'origine du mécontentement vient de ce que près des deux tiers des congés 2010 sont imposés avec une semaine de RTT, dès le mois de janvier. Cela s'ajoute à cette période de fin d'année 2009, où des jours de chômage partiel sont imposés puis retirés au gré des productions.

Face à ces débrayages, la direction a immédiatement réagi. Elle a organisé des réunions dans chaque équipe, n'hésitant pas à arrêter l'ensemble des machines. Cela montre notamment son inquiétude devant cette mobilisation. Ses interventions se font toujours sur le même leitmotiv : les mesures qui sont prises le sont pour notre bien, sinon ce serait pire.

Beaucoup comprennent que

c'est du bla-bla. La réalité est que pour maintenir les bénéfices des actionnaires, Michelin cherche à introduire toujours plus de flexibilité. Il veut utiliser les travailleurs comme des pions. Mais ces congés nous appartiennent et nous refusons qu'ils nous soient volés. C'est à nous de décider de nos jours de repos.

De fait, le jour même de ces réunions, la direction a eu sa réponse : les débrayages continuent, en étant conscients qu'il faut convaincre nos camarades hésitants à nous rejoindre. Notamment dans les équipes de fin de semaine (EFS) à qui la direction fait le chantage de supprimer une équipe si elle ne peut pas appliquer son calendrier.

Mardi 8, à l'occasion d'une réunion de négociation de fin d'année, une partie d'entre nous ont accompagné les représentants syndicaux qui ont demandé le retrait du calendrier 2010. Au préalable nous avons accroché une banderole aux grilles de l'usine : « Non à la flexi-Bib ».

Pour l'instant la direction ne veut rien lâcher, mais nous non plus. Les débrayages sont toujours à l'ordre du jour.

Correspondant LO

• Hôpital Ambroise-Paré – Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)

Troisième semaine de grève et toujours aussi déterminés

Le mouvement de grève à l'hôpital Ambroise-Paré est maintenant dans sa troisième semaine et on peut dire que, loin de s'essouffler, il se développe et s'approfondit.

Les assemblées générales quotidiennes regroupent toujours autant de monde, plus même : c'est souvent 200 personnes qui sont présentes dans le hall de l'hôpital pour dire leur détermination à obtenir les 116 postes exigés pour la réouverture des lits fermés (et descendus par les grévistes dans le hall de l'hôpital).

Au cours de la semaine, les personnels mobilisés de l'hôpital ont trouvé des raisons supplémentaires à leurs exigences. Lors d'une table ronde qui pouvait donner un avant-goût des

negociations à venir – table ronde entre les représentants des syndicats et du personnel mobilisé, des médecins, la directrice de l'hôpital, le député-maire de Boulogne-Billancourt et le chef du groupement hospitalier regroupant les hôpitaux de Garches, Ambroise-Paré, Sainte-Perrine et Berck, M. Péan – ce dernier a annoncé qu'il était prêt à octroyer généreusement cinquante postes soignants.

Cette « avancée » est en fait un recul ! En effet 66 postes avaient été gelés lors de travaux

de désenfumage d'une aile d'hospitalisation, sur les trois par étage, et ils devraient être rendus rien que pour rouvrir les ailes fermées. Par ailleurs, cinquante postes doivent être créés, pour assurer le fonctionnement normal des ailes restées ouvertes.

Car le mot d'ordre reste pour le personnel : « Nous n'accepterons plus de mise en danger des infirmières et des patients par manque d'effectifs, les lits fermés le resteront si le personnel nécessaire n'est pas embauché ». D'ailleurs, si M. Péan a précisé qu'il s'agissait de cinquante postes « soignants », c'est parce qu'il entend bien reprendre d'une main ce qu'il a

donné de l'autre, en supprimant des postes dits « de support », c'est-à-dire administratifs, techniques ou ouvriers. Mais le soin est un tout, les patients ont besoin du personnel qui les accueille à leur admission comme pour la suite.

Le personnel n'est pas dupe : le conseil d'administration, qui doit se tenir le 18 décembre au siège de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), doit valider les 4 000 suppressions de postes prévues d'ici 2012 par la loi Bachelot, « Hôpital-Patient-Santé-Territoire ». Mais le personnel est déterminé à ne pas l'accepter.

De nombreux rendez-vous d'action collective ont été pris : le 8 décembre, les grévistes comptaient s'inviter au siège de l'AP, avenue Victoria à Paris, où la directrice de l'AP devait se rendre à 17 h 30 ; mais l'ayant appris, elle a annulé. Comme nous n'imaginons pas que c'est

notre amicale présence qui l'a fait fuir, les grévistes d'Ambroise-Paré se sont déclarés preneurs de ce créneau horaire, libre à présent, pour discuter directement avec la direction générale de l'AP-HP.

De même, le 11 décembre aura lieu un comité technique extraordinaire, également au siège, au cours duquel seront abordées les questions de la souffrance au travail, de l'épuisement et des suicides, auquel les grévistes comptent également s'inviter. Enfin, le jour du conseil d'administration de l'AP-HP, le 18 décembre, ils comptent bien être là aussi.

En tout cas, s'ils n'ont pas encore réussi à obtenir les postes dont ils ont besoin, les grévistes d'Ambroise-Paré ont retrouvé le moral et la conscience qu'ensemble, ils peuvent agir.

Correspondant LO



Manifestation de 28 avril 2009, à Paris.

• CHU - Toulouse

Face au manque de personnel les brancardiers ne baissent les bras

Le CHU de Toulouse est régulièrement classé comme l'un des meilleurs de France. Ce qui ne l'empêche pas d'être également au « top » pour le manque de personnel, toutes catégories confondues.

Quand il s'agit de postes d'infirmières, par exemple, la direction de l'hôpital prétexte que, faute de candidats, elle ne peut pas recruter. Mais pour ce qui est des postes de brancardiers, les candidats ne manquent pas et ils sont déjà formés sur place. Pourtant il manque au moins seize brancardiers (sur les 250 actuellement en poste), ne serait-ce que pour que les malades n'attendent pas des heures dans les couloirs après

un examen.

Aussi, lorsque la direction a décidé de n'embaucher que trois agents, et sur un nouvel horaire particulièrement pénible (16 h-24 h), le ras-le-bol a éclaté, le 16 novembre. Les brancardiers ont décidé de débrayer une heure par jour avec manifestations, rassemblements et distributions de tracts aux usagers, actions suivies par 45 à 50 % des brancardiers. Ils réclament la remise à niveau des effectifs, la suppression des nouveaux horaires, ainsi que la titularisation à temps plein des précaires. Car comme dans bien d'autres services, il y a en effet 10 % de précaires, qui de surcroît travaillent à mi-temps. Après leur formation et au

bout de deux ans maximum, la direction s'en débarrasse. Et ça recommence avec d'autres.

Au bout de dix jours la direction a déclaré avoir fait le maximum en accordant deux postes supplémentaires, mais par mutation, c'est-à-dire sans réelle création d'emploi. Par contre elle renonçait aux nouveaux horaires. Les brancardiers ont arrêté le mouvement.

Bien sûr le compte n'y est pas, mais ils ont montré la marche à suivre : pour obtenir le personnel suffisant et dans tous les secteurs de l'hôpital, c'est tous ensemble qu'il faudra ruer dans les brancards.

Correspondant LO

• La Poste – Paris 11^e

La grève a payé !

Vendredi 4 décembre, après douze jours de grève, les guichetiers des bureaux de poste Saint-Maur et Goncourt (dans le 11^e arrondissement de Paris) ont obtenu le gel d'une nouvelle tentative de réorganisation de la direction. Cette dernière impliquait la suppression de quatre postes et la mutation d'office des agents concernés.

Pour tous les guichetiers restants, c'est toute l'organisation du travail qui aurait été chamboulée, supprimant au passage le samedi sur deux de repos et faisant de chaque travailleur un « agent polyvalent », changeant d'horaire en fonction du poste. En 2008, quatre emplois avaient déjà été supprimés lors de la fusion des deux bureaux. Cette dernière attaque avait déjà aggravé les conditions de travail et les guichetiers, marqués par les récents événements à France Télécom, n'ont pas voulu subir de nouvelles suppressions d'emplois et se sont mobilisés.

Les agents du bureau de Goncourt, fermé pour travaux de rénovation, décidés à partir en grève et déterminés à tenir aussi longtemps qu'il le

faudrait, ont convaincu leurs camarades du bureau de Saint-Maur. À partir du 23 novembre, ils étaient donc dix-sept grévistes dont deux chefs d'équipe (soit plus de 50 %) à reconduire le mouvement.

Avec le soutien de l'intersyndicale (CGT, Sud, FO, CFDT), ils ont organisé piquets de grève, distributions de tracts, signatures de pétitions et collectes devant d'autres bureaux de poste et le restaurant inter-entreprises de France Télécom. Tous ont participé à un moment ou à un autre aux négociations avec la direction, faisant part de vive voix de leur ras-le-bol et de leur détermination.

Les guichetiers forts de leur victoire ont renoué les liens de solidarité entre eux mais aussi avec les postiers des autres centres et les usagers venus les soutenir au piquet de grève. D'ailleurs une caisse devrait être mise en place pour la prochaine grève, si la direction s'avisait de remettre ça.

Correspondant LO

• SNCF

Le mécontentement des cheminots et la désorganisation syndicale

À la SNCF, dans bien des secteurs et des régions, des débrayages se produisent depuis un certain temps. Les cheminots protestent contre les réorganisations qui s'enchaînent les unes aux autres et dont le seul objectif est de réduire les effectifs.

Ils protestent contre l'embauche de plus en plus fréquente de CDD et réclament, à Lyon par exemple, que ces derniers soient embauchés au statut. Ils refusent les suppressions de postes et exigent des embauches, comme dans les gares d'Orléans-les Aubrais. Aux guichets de la gare Paris Saint-

Lazare, chaque semaine ont lieu des débrayages contre les suppressions de postes aux guichets. Depuis des semaines donc, des mouvements ont lieu, ou ont eu lieu, qui touchent de nombreux services et secteurs : les agents des gares, les agents de conduite, les ateliers... Les cheminots expriment ainsi, face à la politique de la direction, leur volonté de ne pas se laisser faire.

Le contraste est d'autant plus grand avec les mots d'ordre lancés par les directions syndicales, qui ne visent en rien à unifier les mécontentements, émettant des appels successifs et en ordre dispersé. Après un mot

d'ordre concernant le Matériel le 1^{er} décembre, le 8 décembre une « manifestation nationale » était organisée à Paris, appelée par la CGT, la CFDT et l'UNSA. Mais celles-ci n'ont nullement cherché à faire de cette journée une réussite, ne déposant même pas de préavis de grève dans bien des secteurs, montrant par là le peu d'importance qu'elles donnaient elles-mêmes à cette journée.

De même, le 12 décembre, ce seront les contrôleurs et les agents de conduite qui seront appelés à faire grève... avec quelques autres secteurs. Aucune de ces directions syndicales ne consulte qui que ce soit

pour quoi que ce soit. Elles décident toutes seules de ce qui est bon ou pas pour les travailleurs, sans se demander à aucun moment comment répondre vraiment au mécontentement des cheminots, unifier leurs luttes et permettre leur succès.

Tous ensemble, les cheminots seraient plus forts et bien plus efficaces pour imposer leurs revendications communes à la direction. Mais, de toute évidence, il ne faudra pas compter sur les directions syndicales pour construire un tel mouvement d'ensemble : les cheminots devront le leur imposer.

Correspondant LO

• SNCF – Orléans-les Aubrais

Onzième lundi de débrayages des cheminots des gares

Ce sont encore plus de cinquante cheminots des gares d'Orléans-les Aubrais qui ont revoté la grève des lundis à l'assemblée générale du 7 décembre.

Les chiffres de grévistes fournis par la SNCF font état de 20 % de grévistes. Mais depuis l'arrêt du mouvement à Vierzon et Bourges, qui représentent près de la moitié de l'effectif, cela veut dire que c'est presque 40 % des agents d'Orléans-les Aubrais qui participent au mouvement. Ils montrent ainsi à la direction SNCF qu'ils veulent voir leurs revendications aboutir. À savoir, le refus de la suppression de postes et la mise en place des postes nécessaires à un bon service et à de bonnes conditions de travail.

Depuis le 1^{er} décembre deux postes ont été supprimés aux

guichets de la gare d'Orléans et les horaires d'ouverture de ceux-ci réduits. Résultat, vendredi 4 décembre à 19 h 15, il n'y avait plus que trois guichets ouverts, au lieu de sept le vendredi précédent ! Une longue file d'usagers excédés par la longueur de l'attente s'est formée et il a fallu l'intervention d'un vigile pour que les insultes n'aillent pas plus loin. Les guichetiers de service ce jour-là ont dû faire plus de 30 minutes en plus de leur service pour que les usagers soient servis ! Et bien sûr, les cadres de direction à l'origine de ces suppressions n'étaient pas présents à cette heure-là.

Les cheminots des quais comme ceux des grands postes d'aiguillage continuent aussi à débrayer pour refuser les réorganisations incessantes, qui se



traduisent toujours par des baisses d'effectifs, une désorganisation complète du service aux usagers et une forte aggravation des conditions de travail.

Ils espèrent que les grèves prévues à partir du 12 décembre chez les contrôleurs et les conducteurs seront un appui pour amener la direction à arrêter ses attaques contre tous les cheminots.

Les cheminots qui conti-

nent le mouvement sont déterminés à aller jusqu'au bout du préavis de grève déposé par la CGT et SUD Rail jusqu'au 29 décembre. Comme disent de nombreux grévistes : « Nous n'aurons peut-être rien de plus, mais nous aurons montré chaque semaine que nous relevons la tête et que nous sommes révoltés par ces suppressions. C'est une question de dignité ! »

Correspondant LO

• SNCF – Lyon

Mobilisation réussie contre la précarité

Des cheminots de l'Escale et du Commercial des deux principales gares Lyonnaises, Perrache et Part-Dieu, ont fait grève lundi 30 novembre. Ils voulaient dénoncer le recours de plus en plus fréquent aux CDD et réclamaient des embauches au statut.

En effet, dans des secteurs comme le Commercial, où il n'y a pas de tâche de sécurité, la direction use et abuse de CDD pour remplacer les agents en

longue maladie et congé maternité. Cela précarise volontairement les emplois, dans des services très féminisés. C'est aussi un moyen pour la direction de supprimer des postes. Elle applique ainsi la politique menée partout par la SNCF.

Les grévistes se sont retrouvés à une soixantaine à Perrache et l'assemblée générale a été très animée. Tous étaient contents de réagir ensemble et d'exprimer leur ras-le-bol contre les

attaques de la direction.

La mobilisation a tout de suite porté ses fruits puisque la direction s'est engagée sur l'embauche de quatre agents dans les services d'accueil ou de manœuvre. L'embauche en fixe d'une CDD a aussi été confirmée. Enfin, pour les remplacements de longue durée, la direction s'est engagée à créer des postes de « réserve » supplémentaires.

Cependant le problème est

loin d'être réglé et il y a toujours beaucoup de précaires dans les gares. Aussi, pour maintenir la pression et obtenir des embauches, l'assemblée générale de grévistes a décidé à l'unanimité de poser un préavis de grève pour tous les vendredis à partir de mi-décembre.

Les premiers résultats obtenus ont regonflé les grévistes, qui sont prêts à remettre ça.

Correspondant LO

• PSA Peugeot-Citroën

PSA lorgne sur Mitsubishi et la sixième place mondiale

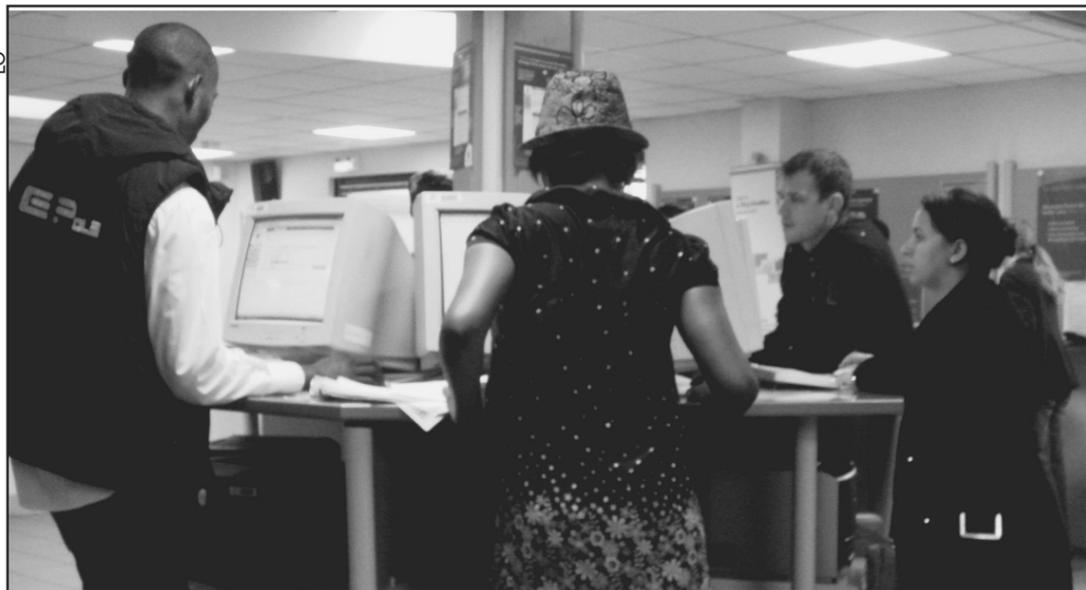
La presse a commenté, le week-end des 5 et 6 décembre, le communiqué pourtant sibyllin de PSA annonçant en six lignes « un examen des voies possibles d'un élargissement » avec le trust japonais Mitsubishi.

On se doute qu'en fait, quand les capitalistes annoncent ce genre de rapprochement, ils ont déjà commencé à négocier ! On sait bien aussi que les actionnaires, et en particulier les principaux d'entre eux, la famille Peugeot, veulent utiliser une partie des milliards de bénéfices accumulés depuis dix ans par le groupe pour grossir et faire plus encore de profits dans l'avenir, le regroupement avec Mitsubishi pouvant permettre de gagner la sixième place mondiale parmi les constructeurs automobiles.

Certains commentateurs ont annoncé que PSA consacrerait plus de deux milliards d'euros à ce rachat d'actions et certains ont même calculé les bénéfices qui en découleraient ; d'autres parlent de prise de participation croisée, qui coûte moins cher tout en permettant de tirer davantage de l'exploitation d'autres travailleurs.

Évidemment, on n'en sait rien, l'opacité étant le mode de fonctionnement du système capitaliste. Mais les milliards qu'utilise PSA proviennent bien du travail des 200 000 travailleurs du groupe, auxquels il faudrait rajouter ceux des sous-traitants. Bien des travailleurs ont conscience de ces réalités : « PSA dit ne pas avoir d'argent pour les salaires, mais a su trouver plus de deux milliards pour ses affaires. » C'est aussi ce que pourront penser les travailleurs du Japon qui enrichiront bientôt le même patron... ce qui démontre bien qu'il n'y a pas de frontières entre les travailleurs.

Correspondant LO



• Après plusieurs tentatives de suicide

Pôle emploi au bord de l'explosion ?

Selon *Le Parisien*, au cours des deux dernières semaines, quatre employés de Pôle emploi auraient tenté de se suicider par ingestion de médicaments. Il faut y ajouter cinq autres tentatives de suicide depuis le début de l'année.

Depuis janvier dernier, Pôle emploi, né de la fusion des ANPE et des Assedic, avance à marche forcée, d'autant plus difficilement qu'à la fusion, déjà complexe par elle-même, est venue s'ajouter la crise qui a conduit plusieurs centaines de milliers de nouveaux chômeurs vers ses bureaux.

La fusion de l'ANPE et des Assedic prétend offrir au chômeur un interlocuteur unique qui effectuerait des tâches confiées auparavant à deux employés : le calcul de l'indemnité et l'aide à la recherche d'un emploi. En pratique, les employés se sentent mal formés dans la spécialité qu'ils n'exerçaient pas auparavant. Pire, le tout se passe dans des conditions humaines et matérielles diffi-

ciles, puisque le gouvernement essaye de réduire le nombre des lieux d'accueil.

En octobre dernier, les employés, débordés, ont fait grève pour exiger des effectifs supplémentaires. Le gouvernement leur a répondu par un questionnaire anti-stress à remplir et la promesse d'embauches pour résorber le surcroît de travail, mais qui ne seront que ponctuelles.

Ainsi, les employés de l'antenne de Créteil-L'Häy-les-Roses, en grève le 7 décembre, dénoncent des conditions de travail lamentables. Ils ont été regroupés dans des locaux incapables d'accueillir des personnes en nombre. Dans le cadre du suivi mensuel, il leur faut convoquer entre 300 et 400 personnes, contre seulement 150 avant la fusion : « Nous passons de moins en moins de temps en entretien individuel. Une situation qui aboutit à des tensions voire des conflits avec les usagers », dénoncent-ils.

Cette tension fait craquer certains salariés, comme ce conseiller de 35 ans, avec onze

ans d'ancienneté qui, avant de tenter de se suicider, a envoyé ce texto : « J'ai décidé de faire un exemple à Pôle emploi comme à France Télécom, désolé de te l'apprendre comme ça mais il faut que cette fusion de merde ça s'arrête. »

Laurent Wauquiez, le secrétaire d'État au chômage, pardon à l'Emploi, a déclaré qu'il ne voulait pas prendre « à la légère » ces suicides. C'est le moins qu'il pouvait dire mais il attend maintenant le résultat du questionnaire. Comme si les maux et les exigences des employés n'étaient pas connus.

Et alors que le syndicat Force Ouvrière, par exemple, demande des « mesures urgentes », notamment « la suspension immédiate du déploiement de sites mixtes, de l'accueil commun et de l'entretien unique », le ministre se contente d'annoncer des négociations à partir du résultat du questionnaire... en janvier prochain. Une bonne grève lui ferait peut-être comprendre ce que c'est que le stress !

Jacques FONTENOY

• SFR

Un patron qui rêve de refouler les syndicats

Afin de limiter la représentation syndicale, l'opérateur de téléphonie SFR a diminué le nombre de comités d'entreprise. Il n'en existe plus qu'un pour tout son service clients à l'échelle nationale.

À cette échelle, le syndicat Sud n'a obtenu que 4,9 % des voix, restant donc bien en dessous du seuil de 10 % fixé par la loi du 20 août 2008 sur la représentativité syndicale. Sud reste cependant représentatif à l'échelle du site de Massy-Palaiseau (Essonne) puisqu'il a près du double des voix nécessaires. Mais là aussi, la direction de SFR le conteste en utilisant cette fois un tout autre argument : Sud ne pourrait pas être reconnu car, selon SFR, il ne respecterait pas les « valeurs républicaines », autre critère fixé par la loi de 2008. SFR a ainsi attaqué Sud devant le tribunal d'instance de Longjumeau dont dépend le site de Massy, qui doit rendre son jugement le 22 janvier prochain.

Selon l'avocat de SFR, le « socialisme autogestionnaire » dont se revendique le syndicat Sud est « un courant politique dont les principes sont en tous points contraires aux valeurs républicaines », car « c'est la négation de l'employeur et de la liberté d'entreprendre ».

À ce compte-là, la confédération CGT serait elle aussi éliminée puisqu'elle déclare, dans ses statuts, œuvrer « pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capita-

liste et des autres formes d'exploitation et de domination ». Quant à Force Ouvrière, issue d'une scission de la CGT, elle affiche au moins dans ses statuts une opposition encore plus marquée à la société actuelle puisqu'elle y a conservé les principes qui étaient ceux de la CGT à l'origine, déclarant regrouper « toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, privées, d'État, pour la disparition du salariat ». Même la CFDT serait, elle aussi, suspecte puisqu'elle déclare agir « pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination ».

Alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Le délit de coalition ayant pour effet l'interdiction des syndicats avait été institué par la loi Le Chapelier du 14 juin 1791, l'année précédant l'instauration de la République, pour n'être abrogé qu'en 1864. Cette loi affirmait aussi que « tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail (...) seront dissipés par les dépositaires de la force publique ».

L'interprétation des « valeurs républicaines » à la manière de SFR conduit tout droit à son rétablissement.

Jean SANDAY

• Au nom de « l'équité fiscale »

Les indemnités des accidentés du travail seront imposables

Lundi 7 décembre le Sénat a adopté la fiscalisation des indemnités pour accidents du travail, proposée par Jean-François Copé au nom du gouvernement et déjà acceptée par l'Assemblée nationale. Le Sénat a légèrement atténué le projet puisque seulement une partie de l'indemnité sera imposable. C'est sans doute cette version qui sera définitive-

ment retenue.

Pour justifier cette mesure, le ministre du Budget, Éric Woerth, a donné cet exemple : « Le trader qui au volant de sa Porsche se casse un doigt de pied parce qu'il a un accident de trajet sera arrêté trois semaines et ne va pas payer d'impôt sur le revenu. » Et sous prétexte de faire payer cet hypothétique trader il faut

donc faire payer tous les accidentés !

Il y a de plus en plus d'accidents du travail en France : 700 000 en 2006, 720 000 en 2007, sans compter les accidents de trajet. Ce nombre va peut-être diminuer à cause de la crise et du chômage, mais ce n'est pas sûr car parallèlement les cadences augmentent. Le bâtiment et travaux publics, en

tête des rubriques, représente 131 000 victimes. Les traders, eux, ne figurent pas dans la liste.

Le montant des indemnités est de 60 % du salaire les 28 premiers jours suivant l'accident, puis elles passent à 80 % du salaire. C'est sur ces revenus très diminués que l'État veut prélever une ponction. Et tout cela pour obtenir 135 ou

150 millions d'euros, ce qui représente une gouttelette par rapport aux niches fiscales et à ce que rapporte le bouclier fiscal aux plus riches, sans compter les aides multiples et diverses au patronat.

Le gouvernement et sa majorité pressurent le monde du travail jusqu'à l'ignominie !

André VICTOR

• Contre les bas salaires

Les routiers ont raison de revendiquer

Les routiers salariés menacent de faire grève au moment des fêtes de fin d'année, si le patronat de leur branche ne cède pas à leurs revendications. Le gouvernement et les syndicats négocient, le ministre des Transports Dominique Bussereau espérant empêcher la grève annoncée pour le 13 décembre à 21 h 30. Celle-ci pourrait se traduire notamment par un blocage des plates-formes alimentaires, ce qui fait frémir la ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, qui dénonce déjà une « menace » qui prendrait « les Français en otage ».

C'est renverser les rôles. Les preneurs d'otages sont le patronat et le gouvernement, qui ne cessent de dégrader les conditions d'existence des salariés. Cette grève annoncée semble d'ailleurs comprise par l'opinion puisque, selon un sondage paru mardi 8 décembre, « 73 % des Français jugent la grève des routiers justifiée ».

Les routiers sont un demi-million. Comme tous les salariés, ils sont confrontés à la dégradation des salaires et des conditions de travail. Ils dénoncent une précarité grandissante. « Énormément de gens sont embauchés pratiquement au salaire minimum (smic), autour de mille euros net, et ceux qui font des heures supplémentaires sont à moins de deux mille euros net », explique un représentant CFDT du secteur. Ils refusent donc « d'être sacrifiés sur l'autel de la crise, d'être exposés à tous les risques et à ce stress pour gagner le smic ».

Côté employeurs, c'est le bureau des pleurs. Les revendications salariales sont déclarées « irréalistes ». Selon les représentants du patronat du secteur, la crise aurait fait baisser leur activité de 10 à 15 % et causé la défaillance de 2 000 entreprises. Mais les patrons du transport routier ont déjà reporté ces difficultés sur leurs salariés en supprimant 10 000 emplois.

Pendant qu'ils y sont, les représentants des patrons dénoncent la « croisade verte » du gouvernement, qui se traduirait selon eux par une « pandémie fiscale » avec la taxe carbone et la taxe sur les poids lourds. Deux taxes annoncées l'une pour 2010 et l'autre pour 2012... et qui n'ont pas encore pu peser sur les comptes de ces patrons ! Mais, si la menace d'un conflit des routiers salariés pouvait leur permettre d'obtenir en compensation de nouveaux allègements de leurs impôts, ce serait tout bénéfique. Ils ont déjà



réussi de telles manœuvres dans de précédents mouvements des routiers salariés.

Le ministre des Transports a nommé des médiateurs et espère parvenir à un compromis sur les salaires, qui désamorcerait la grève. Pour l'instant, les syndicats demandent un salaire horaire brut de 10 euros (pour les coefficients les plus élevés), 4 % d'augmentation pour les cadres, 4 % pour l'augmentation des frais de déplacement, un 13ème mois pour tous, une grille d'ancienneté identique et une mutuelle de branche. Côté patronal, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) ne propose que des augmenta-

tions de 1,5 à 2 %, selon les coefficients horaires.

On verra ce qui sortira de ces négociations, mais beaucoup dans la profession n'ont certainement pas oublié que, dans le passé, des accords entre patrons et salariés n'ont pas été suivis d'application, notamment dans les petites entreprises du secteur. Autant dire que, pour être entendus, les routiers salariés devront d'abord compter sur leur propre mobilisation. Et même si les réveillons en étaient perturbés, un succès des routiers salariés serait un excellent cadeau pour l'ensemble du monde du travail !

Jacques FONTENOY

• Le Crédit Lyonnais - Tours

Débrayage contre le sous-effectif

Depuis des années, au Crédit Lyonnais de Tours, les conditions de travail s'aggravent au rythme des départs en préretraite non remplacés. Depuis janvier, aux Prêts Immobiliers, nous sommes une vingtaine de moins, soit près de 25 % de l'effectif.

Rien d'étonnant donc que le retard – les directeurs préfèrent parler de stock – ne cesse d'augmenter. En plus, cette année, contrairement aux précédentes, le travail, d'ordinaire saisonnier, ne diminue pas du fait du succès des éco-prêts à taux zéro (pour les travaux d'isolation). Ajoutons à cela que les personnes mutées d'une équipe à l'autre, pour combler les trous à la va-vite, n'ont pas de réelle formation, faute de temps, et on comprend que le mécontentement monte depuis quelques semaines. Ici ou là, on se souvenait des débrayages de 2005, quand on avait obtenu qu'une vingtaine d'intérimaires soient embauchés en renfort.

Enfin, c'est la direction qui a fini de convaincre les hésitants qu'il fallait faire quelque chose. Sentant le mécontentement, deux directeurs sont descendus de Paris pour écouter le « resenti » de six d'entre nous autour d'un café-croissants. En sortant, les six étaient bien convaincus... que ces messieurs savaient bien parler, mais n'avaient rien à dire. Du coup, un appel intersyndical à débrayer pour porter une pétition réclamant du personnel et de la formation a rencontré l'approbation de la quasi-totalité du service.

Mardi 8 au matin, le directeur a pu remarquer que l'ensemble du personnel en avait assez de ses discours sur l'organisation et le retour à la normale à l'horizon fin d'année. Il s'est plusieurs fois fait couper la parole par des salariés excédés, qui constatent tous les jours la réalité de ses promesses. L'ensemble des présents a donc été d'accord avec la proposition d'un délégué de retourner à la direction lundi 14 décembre s'il n'y a pas d'effectif supplémentaire d'ici là. À suivre...

Correspondant LO

• Travail du dimanche

Travailler plus en gagnant moins

Dimanche 6 décembre, pour la première fois, le magasin de meuble Ikea de Nantes a ouvert ses portes, contre l'avis d'une majorité du personnel et des syndicats CGT, CFDT et FO de l'établissement, et sans l'autorisation de la municipalité.

À l'ouverture du magasin, plusieurs centaines de militants et d'employés de la grande distribution ont manifesté en bloquant momentanément l'entrée à la clientèle. Il en a été de même à l'Ikea de Brest-Guipavas.

À l'occasion des fêtes, la dérogation à certaines fermetures dominicales est habituelle. Mais depuis quelques semaines de nombreuses enseignes anticipent et généralisent ces ouvertures et elles comptent bien continuer en 2010. Le gouvernement et les préfets les encouragent.

En Ile-de-France, le préfet



de région a publié en septembre une liste de 427 communes où les magasins pourraient ouvrir le dimanche dans le cadre du dispositif PUCE (périmètre d'usage de

consommation exceptionnelle). Mais comme dans ces PUCE les employeurs doivent payer double les employés et leur accorder un repos compensateur, le préfet de Paris

vient d'élargir les zones dites touristiques de la capitale et, en revanche, dans celles-ci les employeurs peuvent ouvrir les dimanches sans payer aucune compensation à leurs employés, le dimanche devenant légalement un jour de travail obligatoire, payé comme un jour de semaine. Et le projet propose d'élargir les sept zones touristiques existantes, concernant quelques centaines de magasins, à près d'un tiers de Paris, soit 9 500 magasins !

Le but du gouvernement n'est pas dissimulé : banaliser le travail dominical en supprimant toutes les compensations. Et demain, pourquoi pas, rogner les majorations et compensations que reçoivent actuellement des millions de salariés travaillant déjà les dimanches ?

Louis BASTILLE

• Au congrès CGT

L'orientation de Thibault ne passe pas si facilement

Malgré le soigneux filtrage opéré par les hommes de l'appareil, la contestation des choix de la direction de la CGT dans la récente période s'est fait entendre à son congrès réuni à Nantes. Au-delà même de celle, attendue, de Jean-Pierre Delannoy, secrétaire de la fédération de la métallurgie du Nord.

Cette contestation s'est exprimée au travers du vote du rapport d'activité, certes approuvé par 77 % des votants, mais qui a été refusé par plus de 22 % des participants à ce vote, près de 30 % si on y ajoute ceux qui se sont abstenus. La contestation s'est manifestée aussi dans la salle du congrès. Par des applaudissements nourris quand un intervenant évoquait des luttes qui avaient marqué l'opinion ouvrière, comme celle des travailleurs de Continental, qui n'avait guère, c'est le moins que l'on puisse dire, été approuvée et soutenue par la direction de la CGT. Mais aussi par certaines interventions, comme celle d'une déléguée des chantiers navals STX de Saint-Nazaire (ex-Chantiers de l'Atlantique) qui a expliqué, faisant allusion aux journées d'action du printemps 2009, « en janvier nous étions dans un conflit offensif qui a ouvert des espoirs. Six mois



plus tard, nous sommes retombés dans un conflit défensif ». D'autres interventions étaient de la même veine.

Sans doute, comme se plaisent à le dire les partisans de la majorité, ces propos discordants ne traduisent pas une contestation homogène, structurée.

Mais ils expriment pour le moins un malaise, certainement bien plus profond que celui qui s'est fait entendre dans le public tamisé réuni à Nantes, qui existe à la base, mais aussi chez les travailleurs.

Cela n'empêchera pas la direction qui va sortir de ce congrès, autour de Bernard Thibault qui postule à son quatrième mandat, de poursuivre son entreprise de « recen-

trage » de la CGT pour reprendre une expression dont les journalistes sont friands. Ce congrès va sans nul doute sanctionner cette évolution, engagée bien avant que Thibault ne prenne les rênes de la confédération, vers ce syndicalisme dit « de concertation », rejoignant ainsi la CFDT de Chêrèque et FO de Mailly, qui n'ont pas l'air réjoui de voir un nouveau venu leur disputer le rôle de favori dans les négociations, y voyant sans doute plus un concurrent qu'un allié.

Cette évolution de la CGT qui ne date pas d'aujourd'hui va donc se poursuivre. Mais il est significatif, et c'est une bonne chose, que de telles voix se soient fait entendre. Elles répercutent en effet les inquié-

tudes, et sans doute même l'envie d'en découdre, d'une fraction de la base du syndicat, et au-delà d'une fraction de la classe ouvrière. Celle-ci ressent bien que, face à la véritable guerre sociale dirigée par le gouvernement et le patronat contre le monde du travail, l'heure n'est pas à la concertation à la mode des Chêrèque, Mailly et Thibault, mais aussi à la mode de Sarkozy. L'heure est à la défense pied à pied des conditions d'existence de la population laborieuse, tous ensemble, avec la même détermination que celle de ses adversaires, le gouvernement et le patronat, pour essayer de lui faire payer la crise.

Jean-Pierre VIAL

• Grippe A

« Dysfonctionnements » du système de santé

Le 8 décembre, Roselyne Bachelot déclarait sur *France Inter* à propos de la vaccination contre la grippe A : « Il y a eu un certain nombre de dysfonctionnements à Paris. » Et l'on apprendait que le directeur des affaires sanitaires et sociales de Paris était « appelé à d'autres fonctions au sein du ministère ». Un fusible a donc sauté, mais les causes des « dysfonctionnements » restent entières.

Alors que les candidats à la vaccination désormais convaincus de la nécessité du vaccin pour lutter contre la grippe sont de plus en plus nombreux, dans la plupart des centres de vaccination la pagaille continue. Absence de convocation pour les uns, attente interminable pour les autres, centres fermés faute de personnel, on ne compte plus les « dysfonctionnements » et pas seulement à Paris. Tout le dispositif souffre du manque de moyens et de personnel.

Alors, le ministre de l'Inté-

rieur sonne la mobilisation générale : élèves infirmiers, internes, étudiants en médecine, médecins du travail, médecins militaires, tous sont appelés. « Au total, – affirme le ministre – nous pouvons mobiliser jusqu'à 8 000 médecins et internes, 30 000 personnels paramédicaux et 30 000 personnels administratifs. » Mais il ne suffit pas de clamer pour que cela se transforme en réalité. D'autant qu'il s'agit là de déshabiller Pierre pour habiller Paul, dans un contexte où Pierre n'a déjà pas grand-chose sur le dos.

Les élèves infirmiers sont réquisitionnés pour la plupart pendant la période de leur stage, et sans être payés, pas même remboursés de leurs frais de transport jusqu'au centre de vaccination ; voilà qui ne coûte pas cher. Les infirmières scolaires, quand elles doivent se rendre dans les centres de vaccination, laissent leurs propres infirmeries vides. Les internes réquisitionnés, eux, sont obligés

de désertir les services hospitaliers qui, déjà d'ordinaire, fonctionnent à la limite des possibilités, à la limite de l'épuisement pour les personnels et de la sécurité pour les malades. Comme le déclare un porte-parole du syndicat des urgentistes, « pour les hôpitaux, c'est plus que le bazar, c'est un bordel innommable ! » Et pendant ce temps-là, la ministre de la Santé continue d'interdire à ceux des médecins généralistes qui le demandent – et ils seraient selon sa propre estimation 15 000 à 20 000 prêts à le faire –, de vacciner leurs malades.

L'argument asséné depuis des semaines est que les médecins généralistes doivent rester disponibles, prêts à soigner les malades touchés par la grippe. Et les internes ? Et les infirmiers réquisitionnés ? N'ont-ils donc rien à faire dans leurs services hospitaliers et leurs établissements scolaires ? En fait l'argument suprême est lâché quand la ministre déclare que « cela

reviendrait plus cher. »

Un argument qu'elle n'a pas mis en avant quand elle s'est refusée à négocier le prix des vaccins avec les laboratoires. Ni quand elle a accepté toutes leurs conditions, dont la livraison en flacons de dix doses qui pose des problèmes de mise à disposition, d'utilisation et de conservation. Ni quand elle a commandé d'emblée 94 millions de doses, dont un bon nombre risquent bien d'aller à la poubelle. Le tout pour près d'un milliard d'euros !

Voilà comment, à l'heure d'une épidémie, on dispose de dizaines de millions de doses d'un vaccin, mais pas des personnels soignants pour l'administrer. Tout cela parce que, depuis des dizaines d'années, les gouvernements se sont échinés à rogner sur toutes les dépenses publiques utiles... et continuent encore à le faire.

Sophie GARGAN

• PCF- Parti de Gauche

Une bagarre de chiffonniers

Il y a peu encore, les dirigeants du PCF se montraient critiques à l'égard du PS, lui reprochant sa mollesse dans la condamnation du « libéralisme », terme à la mode pour éviter de parler du capitalisme, raillant les combats de chefs qui se déroulent en son sein, critiquant ses faiblesses à l'égard de Bayrou et du Modem.

Mais plus les échéances électorales des Régionales se rapprochent, plus l'attitude des responsables communistes devient floue. On sait désormais que dans cinq régions sur les 21 de la France continentale, il y aura des listes communes PCF-PS, avec d'autres, dès le premier tour. Dans les seize autres régions, il devrait y avoir des listes du « Front de Gauche », regroupant le PCF, le Parti de gauche de Mélenchon, ainsi que la Gauche unitaire, formation issue de l'ex-LCR, derrière Christian Piquet.

Encore que dans cette alliance, le climat n'est pas au beau fixe, en particulier entre le PCF et Mélenchon. Ce dernier, après avoir utilisé les militants du PCF pour faire campagne et se faire élire député européen, exige aujourd'hui qu'on lui laisse la tête de la liste pour l'Ile-de-France. « C'est cela ou rien », aurait-il déclaré, ce qui ne l'empêche pas de faire les yeux doux aux écologistes.

Et tout cela pour aboutir, au second tour de ces élections, à un ralliement sans condition, automatique, déjà annoncé, au PS. Sans même que l'on s'inquiète du programme que défendrait le PS, à supposer qu'il se dote d'un programme, ce qui n'est pas certain. Sans s'inquiéter non plus des alliances qu'il se choisira, entre les deux tours de ces élections, avec ou sans le Modem.

Et ces mêmes politiciens, partant à l'assaut de postes qui sont pour eux autant de sinécures, voudraient nous faire croire que le résultat de ces élections va changer le sort de la population laborieuse !

J.-P. V.